

BDO DRC

Economic Insights 2026/5

Conjoncture économique de la République démocratique du Congo

Stabilité macroéconomique, assouplissement monétaire et
préparation à une nouvelle phase de dédollarisation

Juillet 2026

2020

2021

2022

2023

BDO



Blaise MBATSHI
Country Senior Partner
& Managing Director
Email : blaise.mbatshi@bdo-ea.com



Yves AWA MUGUMA
Advisory Supervisor
Email : yves.awa@bdo-ea.com



Grace MUYA
Advisory Associate
Email : grace.muya@bdo-ea.com

Résumé exécutif

La conjoncture économique de la République démocratique du Congo demeure globalement favorable à fin juillet 2026, malgré un environnement international plus volatil et des vulnérabilités structurelles persistantes. La projection de croissance du PIB réel est estimée à 5,7 % en 2026, principalement soutenue par les industries extractives, tandis que plusieurs activités non minières, notamment les télécommunications, la construction et les services, affichent également des perspectives favorables. Le climat des affaires enregistre en juin son treizième mois consécutif d'amélioration, avec un solde global d'opinions des chefs d'entreprise de 43,4 % en juin.

L'inflation demeure contenue malgré une légère accélération en juillet, à 0,96 % sur le mois et 3,2 % en glissement annuel. Le franc congolais reste relativement stable, à 2 252,43 CDF/USD sur le marché interbancaire à fin juillet, tandis que les réserves internationales atteignent 7,92 milliards USD, soit environ 3,02 mois d'importations. Sur le plan budgétaire, la mobilisation des recettes s'est renforcée en juillet : les principales régies financières ont collecté 3 798,6 milliards de CDF au 30 juillet, légèrement au-dessus de la programmation mensuelle.

Le principal fait monétaire du mois est la poursuite de l'assouplissement engagé par la Banque Centrale du Congo. Le 17 juillet 2026, le taux directeur a été abaissé de 13,5 % à 12,5 % et celui de la facilité de prêt marginal de 17,5 % à 16,5 %. Depuis octobre 2025, le taux directeur est ainsi passé de 25 % à 12,5 %, dans un contexte de désinflation et de relative stabilité du marché des changes. La transmission de cette détente aux conditions de financement demeure toutefois contrainte par la forte dollarisation du système bancaire : à fin juin 2026, 88,3 % des dépôts et plus de 97 % des crédits restent libellés en devises.

Cette édition analyse également la réforme annoncée visant à mettre fin aux transactions en espèces en devises étrangères à compter d'avril 2027. Au-delà de son objectif de dédollarisation, cette transition pourrait accélérer la digitalisation des paiements et renforcer le rôle des banques, du mobile money, des fintechs et des agrégateurs. Sa réussite dépendra toutefois de la disponibilité de solutions de paiement accessibles, interopérables, fiables et financièrement abordables.

Les perspectives restent ainsi favorables, mais exposées à plusieurs risques : dépendance aux matières premières, renchérissement du pétrole et de certains produits alimentaires, contraintes infrastructurelles et énergétiques, situation sécuritaire dans l'Est du pays et faible profondeur du financement en monnaie nationale. La consolidation des acquis macroéconomiques dépendra notamment de la diversification productive, de l'approfondissement du système financier domestique et de l'amélioration des infrastructures économiques et de paiement.

Mots-clés : Conjoncture économique, croissance, inflation, politique monétaire, taux directeur, dédollarisation, paiements numériques, finances publiques, réserves internationales, taux de change, climat des affaires.

Points clés du mois de juillet 2026

- ▶ La croissance du PIB réel est estimée à 5,7 % en 2026, soutenue par le secteur extractif (+8,0 %) et par la progression de plusieurs activités non minières.
- ▶ Le climat des affaires reste favorable, avec un solde global d'opinions de 43,4 % en juin 2026, porté notamment par la construction (53,7 %), les industries extractives (46,6 %) et les services (32,1 %).
- ▶ L'inflation demeure contenue malgré une légère accélération : 0,96 % en juillet, 5,8 % en cumul annuel et 3,2 % en glissement annuel.
- ▶ Le franc congolais reste relativement stable, à 2 252,43 CDF/USD sur le marché interbancaire à fin juillet, contre 2 318,06 CDF/USD sur le marché parallèle.
- ▶ Les réserves internationales atteignent 7,92 milliards USD, correspondant à environ 3,02 mois d'importations de biens et services.
- ▶ Les principales régies financières ont mobilisé 3 798,6 milliards de CDF au 30 juillet, légèrement au-dessus de la programmation mensuelle de 3 725,2 milliards de CDF.
- ▶ La BCC poursuit l'assouplissement monétaire en ramenant le taux directeur de 13,5 % à 12,5 % et le taux de la facilité de prêt marginal de 17,5 % à 16,5 %.
- ▶ La dollarisation demeure élevée : les dépôts en monnaie nationale représentent seulement 11,7 % du total à fin juin 2026 et les crédits en monnaie nationale environ 2,9 %.
- ▶ La réforme annoncée pour avril 2027 concernant les transactions en espèces en devises pourrait accélérer la digitalisation des paiements et accroître le rôle des banques, du mobile money et des autres prestataires de services de paiement.

Fait marquant du mois

La BCC poursuit son cycle d'assouplissement monétaire

Le 17 juillet 2026, le Comité de Politique Monétaire de la Banque Centrale du Congo (BCC) a abaissé le taux directeur de 13,5 % à 12,5 % et celui de la facilité de prêt marginal de 17,5 % à 16,5 %.

Cette décision prolonge le cycle d'assouplissement engagé en octobre 2025. Le taux directeur, alors fixé à 25 %, a successivement été ramené à 17,5 % en octobre 2025, 15,0 % en janvier 2026, 13,5 % en avril et désormais 12,5 % en juillet 2026.

En moins d'un an, le principal taux de politique monétaire a ainsi diminué de 12,5 points de pourcentage, soit 1 250 points de base. Cet assouplissement accompagne la forte désinflation observée depuis 2025, la relative stabilité du franc congolais et le renforcement des réserves internationales, tout en maintenant un taux directeur réel positif.

Sa transmission au coût du crédit devrait néanmoins rester graduelle compte tenu de la forte dollarisation du système bancaire et de la faible profondeur du financement en monnaie nationale.

Focus BDO - Vers la fin des paiements en dollars cash en RDC : quels enjeux à l'horizon avril 2027 ?

À retenir

La Banque Centrale du Congo (BCC) a annoncé une réforme visant à mettre fin aux transactions en espèces en devises étrangères à compter d'avril 2027. Cette mesure ne signifie toutefois pas la disparition du dollar américain de l'économie congolaise : les avoirs et transactions scripturales en devises devraient continuer à relever du système financier formel.

Dans une économie encore fortement dollarisée, l'enjeu dépasse donc la seule restriction du cash : la réforme pourrait transformer en profondeur les modes de paiement, l'intermédiation financière et la circulation des devises. Son succès dépendra principalement de la capacité du système financier à offrir des solutions de paiement accessibles, interopérables, fiables et peu coûteuses.

1. Une réforme au cœur de la stratégie de dédollarisation

L'économie congolaise demeure caractérisée par une utilisation structurellement élevée du dollar américain dans l'épargne, le crédit et les transactions. À fin juin 2026, les dépôts bancaires libellés en monnaie étrangère représentaient environ 88,3% du total des dépôts, tandis que près de 97% des crédits bancaires étaient encore accordés en devises.

Cette dollarisation réduit la portée de la politique monétaire : lorsqu'une part importante des dépôts, des crédits et des transactions est libellée dans une monnaie que la Banque Centrale n'émet pas, les décisions portant sur le taux directeur, la liquidité en francs congolais ou les conditions monétaires domestiques se transmettent plus difficilement à l'ensemble de l'économie.

C'est dans ce contexte que la BCC a annoncé, en avril 2026, plusieurs mesures visant à renforcer progressivement l'utilisation du franc congolais et à mieux encadrer la circulation physique des devises, dont la fin annoncée des transactions en espèces en monnaies étrangères à partir d'avril 2027.

Ce que la réforme signifie - et ce qu'elle ne signifie pas

La réforme vise principalement le cash en devises. Elle ne doit donc pas être interprétée comme une disparition du dollar américain de l'économie congolaise ni comme une conversion immédiate des avoirs bancaires en francs congolais.

L'objectif est plutôt de faire migrer une part croissante des paiements actuellement effectués en billets vers le franc congolais et les circuits formels de paiement : virements bancaires, mobile money, cartes, plateformes numériques et autres instruments autorisés.

2. Une transition annoncée comme progressive

Les informations disponibles indiquent une mise en œuvre graduelle jusqu’en avril 2027, afin de permettre aux administrations, aux entreprises, aux établissements financiers et aux ménages d’adapter progressivement leurs pratiques de paiement.

TABLE 1 - Principales étapes annoncées de la transition vers avril 2027

Échéance	Orientation annoncée	Enjeu économique
Juillet 2026	Renforcement du recours au franc congolais dans les paiements de l’État	Accroître la demande institutionnelle de monnaie nationale et donner un signal au reste de l’économie.
Octobre 2026	Extension annoncée de la facturation en CDF à certains paiements domestiques, notamment les nouveaux baux et frais scolaires	Réduire progressivement l’indexation directe de certaines dépenses courantes sur le dollar.
Janvier 2027	Renforcement annoncé de l’encadrement des activités de change et des opérateurs agréés	Formaliser davantage les circuits de change et améliorer la traçabilité des transactions.
Avril 2027	Fin annoncée des transactions en espèces en devises étrangères	Déplacer les paiements en devises vers les circuits scripturaux et accroître l’utilisation des moyens de paiement en CDF.

Source : Banque Centrale du Congo (BCC), communications publiques et informations disponibles sur la réforme monétaire ; presse économique nationale. La mise en œuvre effective demeure soumise aux textes réglementaires et modalités opérationnelles qui seront précisés par les autorités.

3. Une réforme aux effets potentiellement structurant

L'enjeu dépasse la substitution d'un billet en dollars par un billet en francs congolais. Une réduction effective de l'utilisation du cash en devises pourrait affecter simultanément la transmission de la politique monétaire, la formalisation des transactions, l'intermédiation financière et le développement des paiements numériques.

TABLE 2 - Principaux effets potentiels de la réforme

Dimension	Effets potentiellement favorables	Points de vigilance
Politique monétaire	Renforcement progressif du rôle du CDF et amélioration potentielle de la transmission de la politique monétaire	Effets limités si les dépôts, crédits et prix de référence demeurent très majoritairement dollarisés.
Formalisation	Meilleure traçabilité des flux et intégration accrue des transactions dans les circuits financiers formels.	Risque de déplacement vers l’informel si les solutions formelles sont trop coûteuses ou difficiles d’accès.
Système bancaire	Hausse potentielle des paiements scripturaux, des dépôts et de l’utilisation des comptes bancaires.	Besoins accrus d’investissement dans les infrastructures, les systèmes de paiement et la gestion de la liquidité.
Paiements numériques	Accélération possible du mobile money, des cartes, des virements et des plateformes numériques.	Contraintes liées à la couverture réseau, à l’électricité, à la liquidité des agents et à l’interopérabilité.
Entreprises	Réduction du maniement de cash, meilleure traçabilité et automatisation accrue des paiements.	Coûts d’adaptation des systèmes de facturation, de trésorerie, de comptabilité et de paiement.
Inclusion financière	Possibilité d’élargir l’utilisation des services financiers formels.	Risque d’exclusion des populations non bancarisées ou peu familiarisées avec les outils numériques.

4. Le mobile money, une infrastructure clé de la transition

La montée en puissance du mobile money constitue l'une des principales transformations du système de paiement congolais au cours de la dernière décennie. Selon les statistiques sectorielles de l'Autorité de Régulation de la Poste et des Télécommunications du Congo (ARPTC), le nombre d'abonnements mobile money est passé d'environ 7,1 millions en 2019 à plus de 34,3 millions en 2025, tandis que le taux de pénétration correspondant progressait d'environ 8 % à 30,6 %.

Quelques repères sur les paiements numériques en RDC

- ▶ 34,3 millions d'abonnements mobile money recensés en 2025 ;
- ▶ un taux de pénétration d'environ 30,6 % ;
- ▶ quatre grands services opérés par les réseaux mobiles : M-Pesa, Airtel Money, Orange Money et Afrimoney ;
- ▶ un écosystème complété par les banques, fintechs, agrégateurs et plateformes de paiement spécialisées.

Dans un pays caractérisé par l'étendue du territoire et une faible densité d'agences bancaires, cette infrastructure constitue un levier important pour faciliter les transferts et paiements sans présence bancaire physique permanente. L'enjeu ne réside toutefois plus seulement dans le nombre de comptes, mais dans la profondeur d'utilisation : paiements marchands, règlements interentreprises, paiements de masse et intégration avec les banques et autres infrastructures financières.

5. Interopérabilité, coûts et fiabilité : trois conditions essentielles

La transition pourrait accroître rapidement les flux transitant par les banques, les opérateurs mobile money et les plateformes numériques. Sa réussite dépendra dès lors de trois conditions étroitement liées.

Trois conditions de réussite

1. **Interopérabilité.** Les paiements doivent pouvoir circuler facilement entre banques, opérateurs mobile money, fintechs et autres systèmes, sans imposer aux utilisateurs une multiplication des comptes et interfaces.
2. **Coût.** Des frais de transaction élevés pourraient décourager les ménages et petits commerçants et favoriser le maintien de circuits informels. La tarification constituera donc un déterminant important de l'adhésion à la réforme.
3. **Disponibilité et fiabilité.** La continuité des réseaux, la liquidité des agents, l'accès à l'électricité, la cybersécurité et la capacité de traitement des plateformes deviendront d'autant plus critiques qu'une part croissante des paiements reposera sur ces infrastructures.

6. Des implications différenciées selon les acteurs

TABLE 3 - Implications potentielles par catégorie d'acteurs

Acteur	Opportunités	Principaux défis
Ménages	Accès accru aux paiements numériques, réduction du risque lié au transport de cash et formalisation progressive de l'épargne.	Frais, accès au réseau et aux équipements, maîtrise des outils numériques, confiance dans le CDF et disponibilité des points de retrait.
Entreprises	Automatisation des paiements, meilleure traçabilité des flux et réduction du cash management.	Adaptation des systèmes de facturation, de trésorerie et de paie ; gestion du risque de change et des frais de transaction.
Banques	Hausse potentielle des dépôts, des paiements scripturaux et de l'utilisation des services transactionnels.	Modernisation des infrastructures, capacité de traitement, interconnexion et gestion des besoins de liquidité.
Opérateurs mobile money	Accélération des volumes et élargissement des usages au-delà des transferts entre particuliers.	Renforcement du réseau d'agents, liquidité, qualité de service, KYC, sécurité et interopérabilité.
Fintechs et agrégateurs	Demande accrue de solutions multi-opérateurs, de paiements marchands et de paiements de masse.	Mise à l'échelle, conformité réglementaire, cybersécurité et intégration aux infrastructures nationales.
État et partenaires au développement	Traçabilité accrue, digitalisation des transferts et amélioration potentielle de l'efficacité des programmes.	Accessibilité dans les zones rurales, maîtrise des coûts pour les bénéficiaires et prévention de l'exclusion numérique.

7. Ce que les entreprises peuvent commencer à préparer

Même si plusieurs modalités réglementaires restent à préciser avant avril 2027, les entreprises peuvent dès à présent évaluer leur exposition et anticiper les adaptations nécessaires :

1. **Cartographier les flux en cash en devises** : encaissements clients, fournisseurs, loyers, frais, avances, remboursements et autres paiements ;
2. **Identifier les flux susceptibles de migrer vers le CDF** et ceux qui pourraient rester libellés en devises mais être réglés par voie scripturale ;
3. **Évaluer les capacités de paiement électronique** : comptes bancaires, mobile money, cartes, plateformes de paiement et solutions d'agrégation ;
4. **Mesurer les coûts associés** : frais bancaires, mobile money, agrégateurs, conversion de change et intégration informatique ;
5. **Adapter les processus internes** : facturation, trésorerie, comptabilité, contrôle interne, contrats commerciaux et procédures de caisse ;
6. **Renforcer la gestion du risque de change** : la diminution du cash en dollars ne supprimera pas l'exposition économique des entreprises au dollar.



Lecture BDO. La fin annoncée des transactions en espèces en devises pourrait constituer une transformation majeure du système de paiement congolais, mais son impact dépendra moins de l'interdiction elle-même que de la qualité des alternatives offertes aux agents économiques. Une transition bien préparée pourrait renforcer la traçabilité des flux, accélérer la digitalisation financière, favoriser progressivement l'utilisation du franc congolais et améliorer la transmission de la politique monétaire. À l'inverse, des solutions coûteuses, peu accessibles ou insuffisamment interopérables pourraient favoriser le maintien de circuits informels et accroître les contraintes pesant sur les ménages et les petites entreprises. **L'enjeu à l'horizon avril 2027 sera ainsi de faire de cette mesure de dédollarisation un levier de modernisation durable des infrastructures et des usages de paiement.**

Note : les modalités définitives de la réforme demeurent tributaires des textes d'application et instructions qui seront publiés par la Banque Centrale du Congo. L'analyse présentée ici repose sur les annonces et informations disponibles à la date de rédaction.

Sources : Banque Centrale du Congo (BCC) ; ARPTC, Observatoire du marché des télécommunications ; BDO DRC Economic Insights, Télécommunications en RDC, mai 2026 ; communications publiques relatives à la réforme de dédollarisation ; cartographie des systèmes de paiement en RDC ; calculs et analyse BDO DRC.



1. Environnement économique international

L'environnement économique international en juillet 2026 demeure marqué par une résilience relative de l'activité mondiale, mais aussi par une recrudescence des tensions géopolitiques et des risques inflationnistes liés à l'énergie. Après l'apaisement temporaire observé en juin, le regain des tensions entre les États-Unis et l'Iran et les inquiétudes entourant la sécurité du détroit d'Ormuz ont accru la volatilité des marchés énergétiques.

Dans le même temps, les dernières projections du Fonds monétaire international (FMI) confirment un ralentissement modéré de l'économie mondiale en 2026. Les perspectives restent néanmoins entourées d'incertitudes liées aux tensions géopolitiques et commerciales, à l'évolution des prix de l'énergie et à l'orientation des politiques monétaires dans les principales économies.

1.1. Recrudescence des tensions géopolitiques et prudence des banques centrales

Le mois de juillet a été marqué par un regain des tensions au Moyen-Orient après l'apaisement observé en juin. Les nouvelles inquiétudes concernant le détroit d'Ormuz ont ravivé les risques de perturbation des approvisionnements énergétiques et des échanges internationaux.

Ces tensions se sont rapidement répercutées sur les marchés pétroliers. Après avoir atteint environ 72,95 USD le baril à fin juin, le Brent s'est établi à 86,88 USD au 30 juillet 2026, soit une hausse mensuelle d'environ 19 %. Cette remontée reflète notamment la persistance des risques géopolitiques, les incertitudes entourant le trafic maritime dans le détroit d'Ormuz et les anticipations relatives à l'évolution de l'offre mondiale.

Dans ce contexte, les principales banques centrales ont conservé une posture prudente. À l'issue de sa réunion du 30 juillet 2026, la Réserve fédérale américaine (Fed) a maintenu son taux directeur dans une fourchette comprise entre 3,50 % et 3,75 %, tandis que la Banque centrale européenne (BCE) a maintenu son principal taux à 2,25 %. Ces orientations traduisent un arbitrage toujours délicat entre maîtrise des pressions inflationnistes et soutien à l'activité économique.

1.2. Croissance mondiale : résilience persistante mais ralentissement attendu

Selon la mise à jour des Perspectives de l'économie mondiale publiée par le FMI en juillet 2026, la croissance mondiale devrait s'établir à 3,0 % en 2026, contre 3,5 % en 2025, avant de remonter à 3,4 % en 2027. L'activité demeure ainsi relativement résiliente malgré un environnement international incertain.

Aux États-Unis, la croissance devrait atteindre 2,3 % en 2026. Les données du deuxième trimestre indiquent une activité encore dynamique, avec une progression du PIB de 1,5 % en rythme annualisé, malgré une modération de certains investissements. Dans la Zone euro, la croissance resterait plus faible, autour de 0,9 % en 2026, bien que le PIB ait progressé de 0,4 % au deuxième trimestre, soutenu notamment par les investissements et les dépenses publiques.

Les économies émergentes et en développement devraient enregistrer une croissance de 3,8 % en 2026, tandis que l'Afrique subsaharienne conserverait une dynamique plus favorable, avec une progression attendue du PIB de 4,3 %.

Pour la République démocratique du Congo, cette configuration demeure globalement favorable à court terme, mais les perspectives restent étroitement liées à l'évolution de la demande mondiale de minerais et, plus particulièrement, à celle des grandes économies asiatiques.

1.3. Matières premières : remontée des prix de l'énergie et des céréales

Les marchés des matières premières ont enregistré des évolutions globalement haussières en juillet. Le Brent est passé de 72,95 USD le baril à fin juin à 86,88 USD au 30 juillet, soit une progression d'environ 19,1 %.

Les principaux produits miniers exportés par la RDC sont également demeurés à des niveaux élevés. Le cuivre s'est établi à 13 814,08 USD la tonne, en hausse de 3,2 % par rapport à fin juin, tandis que le cobalt est resté pratiquement stable autour de 55 627 USD la tonne. L'or a progressé de 2,8 %, atteignant 4 098,36 USD l'once.

Les produits alimentaires suivis ont également enregistré des hausses : les prix du blé et du maïs ont progressé respectivement de 12,6 % et 7,5 % par rapport à fin juin, tandis que celui du riz a augmenté plus modérément, d'environ 1,0 %.

TABLE 4 - Évolution récente des prix des principaux produits de base (juin - juillet 2026)

Produit	Prix	Évolution mensuelle	Observation
Produits énergétiques			
Pétrole (Brent, USD/baril)	86,88	+19,10 %	Forte remontée sous l'effet des tensions géopolitiques au Moyen-Orient, des risques pesant sur le détroit d'Ormuz et des incertitudes entourant l'évolution de l'offre mondiale.
Produits d'exportation			
Cuivre (USD/tonne)	13 814,08	+3,20 %	Progression au cours du mois et maintien à un niveau particulièrement favorable aux recettes d'exportation de la RDC, malgré les incertitudes entourant la demande mondiale.
Cobalt (USD/tonne)	55 627	Stable	Quasi-stabilité à un niveau élevé, favorable aux perspectives du secteur extractif congolais.
Or (USD/once)	4 098,36	+2,80 %	Progression dans un environnement marqué par les incertitudes géopolitiques et une demande persistante pour les actifs refuges.
Produits alimentaires (importés)			
Riz (USD/tonne)	304,53	+1,00 %	Hausse modérée sur le mois, malgré une correction en dernière semaine.
Blé (USD/tonne)	243,84	+12,60 %	Forte progression dans un contexte de conditions d'offre moins favorables et de demande internationale soutenue.
Maïs (USD/tonne)	172,24	+7,50 %	Hausse significative au cours du mois, soutenue par des perspectives d'offre moins favorables et le raffermissement de la demande.

Source : calculs BDO DRC à partir des notes de conjoncture hebdomadaires de la Banque Centrale du Congo (BCC).
Les variations mensuelles sont calculées entre les cours de fin juin et ceux du 30 juillet 2026.

Dans l'ensemble, ces évolutions produisent des effets contrastés pour la RDC : les cours élevés du cuivre, du cobalt et de l'or soutiennent les recettes d'exportation et les entrées de devises, tandis que la remontée du pétrole et de plusieurs produits alimentaires accroît les risques d'inflation importée et de hausse de la facture d'importation.

Lecture BDO. L'environnement international reste favorable aux exportations minières de la RDC, mais le profil des risques s'est détérioré en juillet. Le maintien de cours élevés pour le cuivre, le cobalt et l'or soutient les équilibres extérieurs, tandis que la hausse du pétrole et des céréales pourrait progressivement renchérir les importations, les coûts de transport et de production ainsi que les prix intérieurs. Une combinaison durable de tensions géopolitiques, de hausse des coûts d'importation et de ralentissement de la demande mondiale de minerais constituerait le principal risque externe pour la balance des paiements, les finances publiques et la stabilité du marché des changes.

2. Conjoncture macroéconomique nationale

Les indicateurs disponibles à fin juillet 2026 confirment la résilience de la conjoncture macroéconomique en République démocratique du Congo. L'activité demeure soutenue par le secteur extractif, avec une contribution croissante de plusieurs activités non minières, tandis que la perception du climat des affaires poursuit son amélioration et que l'inflation reste contenue malgré une légère accélération en juillet.

Cette dynamique demeure toutefois exposée à plusieurs vulnérabilités structurelles, notamment la dépendance aux exportations minières, la dollarisation persistante de l'économie, les contraintes infrastructurales et énergétiques ainsi que les conséquences économiques et sociales de l'insécurité dans l'Est du pays.

2.1. Croissance économique

Les dernières estimations de la Commission d'Études Statistiques et des Comptes Nationaux (CESCN), établies sur la base des données disponibles à fin mars 2026, tablent sur une croissance du PIB réel de 5,7 % en 2026, soit un rythme identique à celui estimé pour 2025.

Cette croissance resterait principalement soutenue par le secteur extractif, en particulier l'extraction des minéraux non ferreux, dont la valeur ajoutée progresserait de 8,0 % en 2026, après 8,7 % en 2025. Le maintien de cours internationaux élevés pour le cuivre, le cobalt et l'or continue de soutenir les perspectives du secteur.

Le secteur hors industries extractives progresserait de 4,9 % contre 4,8 % en 2025, avec des dynamiques particulièrement favorables dans certaines activités de services. La branche « Hôtellerie, bars et restauration » enregistrerait une croissance de sa valeur ajoutée de 31,6 %, contre 8,1 % en 2025, tandis que les « Télécommunications » progresseraient de 16,3 %, contre 11,0 %, portées notamment par l'utilisation croissante des services de données.



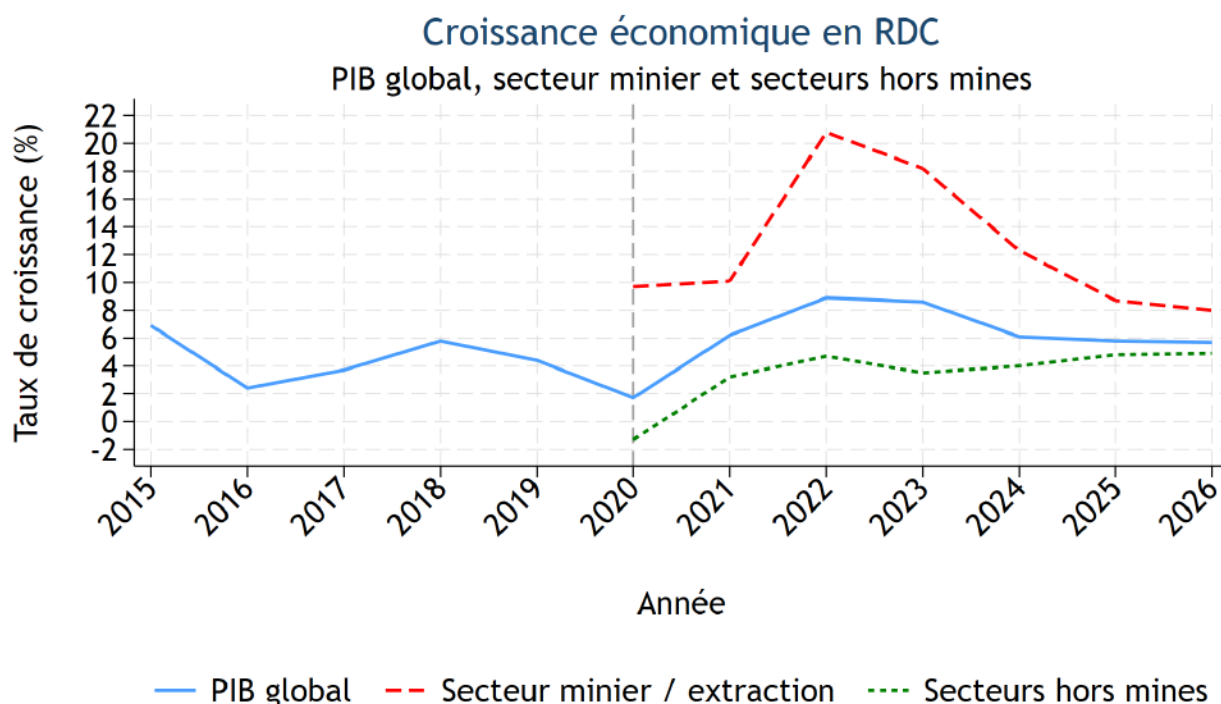


FIGURE 1 - Évolution de la croissance économique en RDC : PIB global, secteur minier et secteur hors mines
 Source : Banque Centrale du Congo (BCC), CESC et cadrage macroéconomique.

Ces estimations confirment une structure de croissance encore dominée par les industries extractives, mais avec des relais plus visibles dans les services et certaines activités non minières.

En valeur nominale, le PIB devrait atteindre environ 120,4 milliards USD en 2026, contre 92,8 milliards USD en 2025. Le PIB par habitant est attendu à environ 1 122 USD, contre 806,6 USD en 2025. Malgré cette progression, il resterait inférieur à la moyenne de l'Afrique subsaharienne estimée à environ 1 673 USD, illustrant l'écart qui subsiste entre la dynamique du PIB agrégé et l'amélioration du niveau de vie moyen.

2.2. Programme économique avec le FMI

La mise en œuvre du programme économique soutenu par le Fonds monétaire international demeure un ancrage important du cadre macroéconomique en 2026. À la suite de l'approbation, le 25 juin, de la troisième revue du programme appuyé par la Facilité élargie de crédit (FEC) et de la deuxième revue de la Facilité pour la résilience et la durabilité (FRD), les autorités poursuivent les réformes convenues notamment en matière de finances publiques, de mobilisation des recettes, de gouvernance et de politique monétaire.

Au-delà des décaissements associés au programme, sa poursuite contribue à renforcer la crédibilité de la politique économique, à soutenir la position extérieure et à faciliter la mobilisation de financements auprès des partenaires. Les projections disponibles convergent par ailleurs vers une croissance supérieure à 5 % en 2026, malgré de légères différences entre institutions liées aux méthodologies et aux périodes de référence.

2.3. Climat des affaires

La perception du climat des affaires poursuit son amélioration. Le solde global brut d'opinions des chefs d'entreprise s'est établi à 43,4 % en juin 2026, contre 43,1 % en mai, prolongeant la tendance positive observée depuis plusieurs mois.

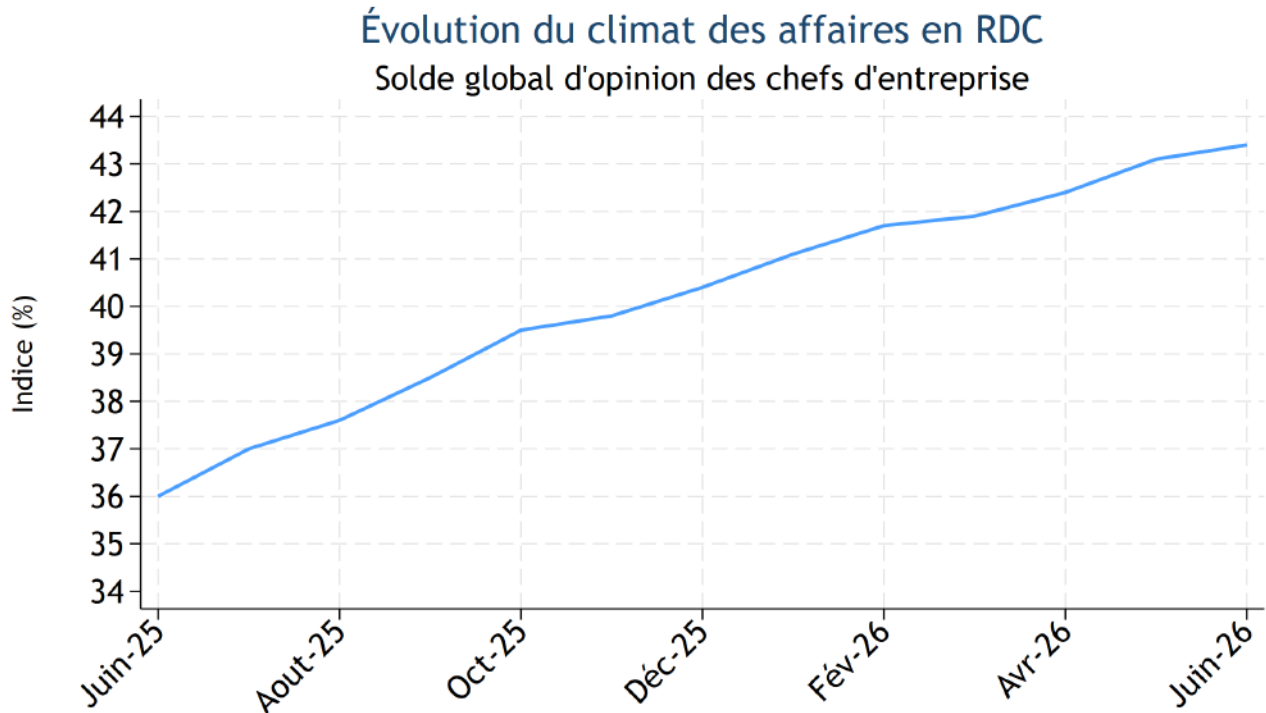


FIGURE 2 - Évolution du climat des affaires en RDC : solde global d'opinion
Source : Banque Centrale du Congo (BCC).

La progression est particulièrement marquée dans la « Construction », dont le solde d'opinions atteint 53,7 % en juin, contre 49,8 % en mai. L'« Industrie extractive » reste également bien orientée à 46,6 %, tandis que les « Services » progressent à 32,1, contre 30,6 % en mai.

L'amélioration est plus modérée dans l'« Industrie manufacturière », à 28,2 %, tandis que la branche « Électricité et Eau » progresse de 23,7 % à 26,2 %. Ces évolutions suggèrent que l'amélioration de la confiance tend à s'étendre au-delà du secteur extractif, même si elle demeure inégale selon les branches.



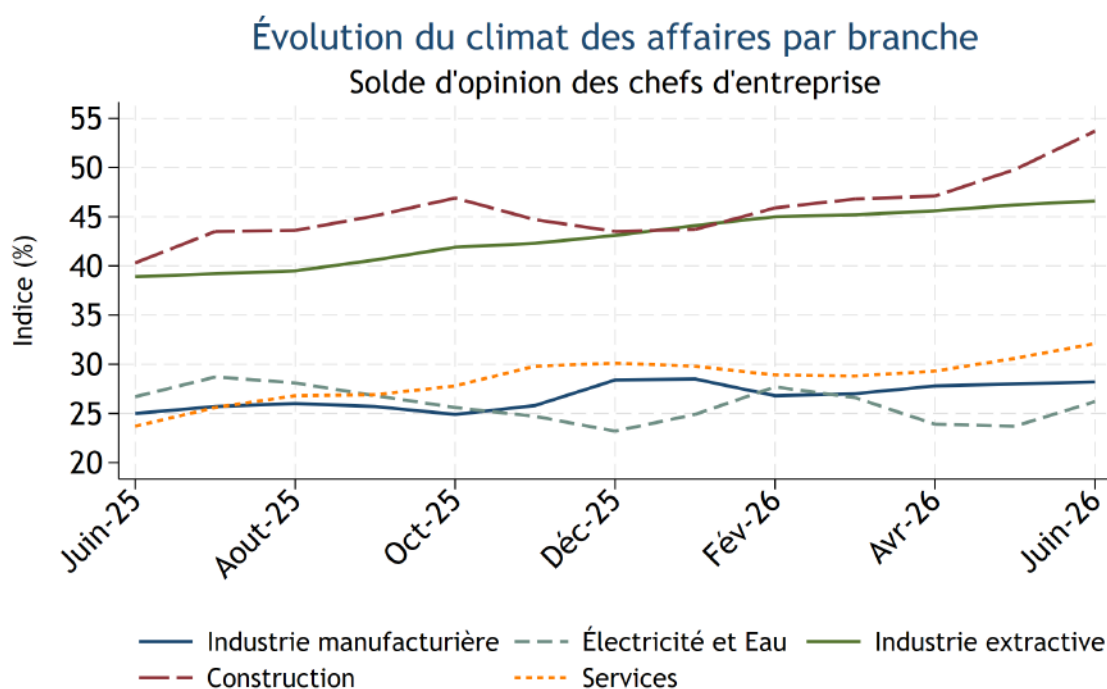


FIGURE 3 - Évolution du climat des affaires par branche en RDC
Source : Banque Centrale du Congo (BCC), notes de conjoncture hebdomadaires.

2.4. Inflation

L'inflation reste globalement maîtrisée en juillet 2026, malgré une légère accélération du rythme de progression des prix. Le taux d'inflation mensuel s'est établi à 0,96 %, contre 0,78 % en juin. En cumul depuis le début de l'année, l'inflation atteint 5,8 %, contre 5,6 % à la même période de 2025, tandis qu'en glissement annuel elle ressort à 3,2 %, contre 2,9 % à fin juin et environ 7,9 % un an auparavant.

Cette évolution confirme la modération des pressions inflationnistes, même si des tensions persistent sur certains produits alimentaires, les transports et les produits pétroliers dans certaines provinces. Les contraintes d'approvisionnement et les coûts logistiques demeurent ainsi des déterminants importants de la formation des prix.

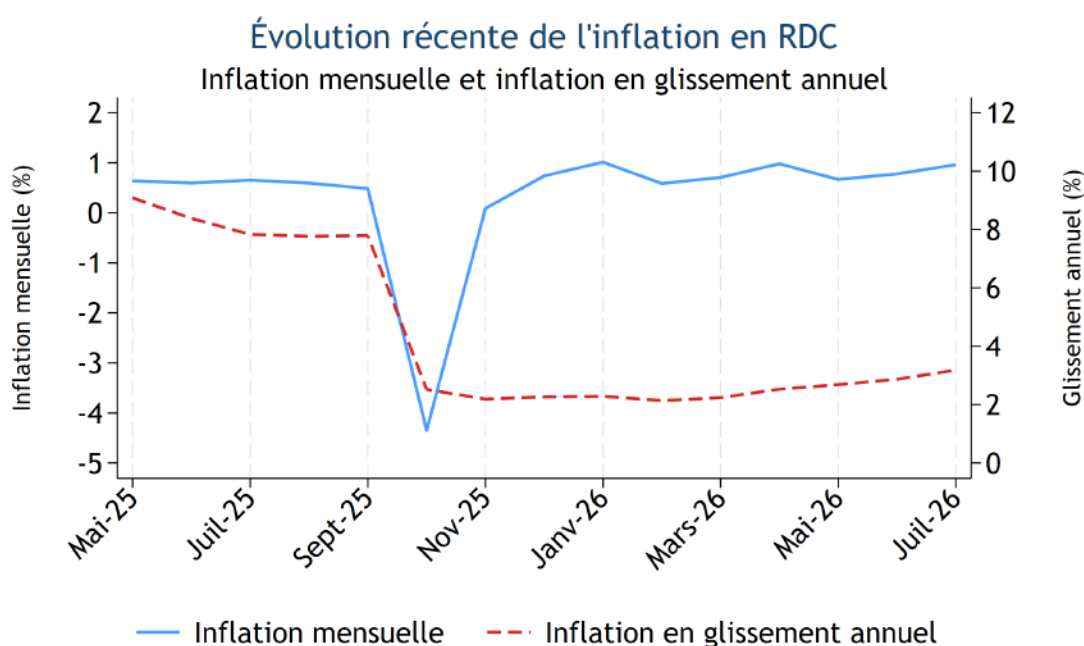


FIGURE 4 - Évolution récente de l'inflation en RDC : inflation mensuelle et en glissement annuel
Source : Banque Centrale du Congo (BCC) et Institut National de la Statistique (INS).

La structure de l'inflation demeure largement dominée par la fonction « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées », dont la contribution moyenne est estimée à 65,9 % en juillet. Elle est suivie par le « Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » (6,9 %), les « Transports » (5,4 %), les « Meubles, articles de ménage et entretien courant » (3,8 %), les « Restaurants et hôtels » (3,8 %) et les « Loisirs et culture » (3,0 %). Les autres fonctions représentent ensemble 11,2 % de la contribution observée.

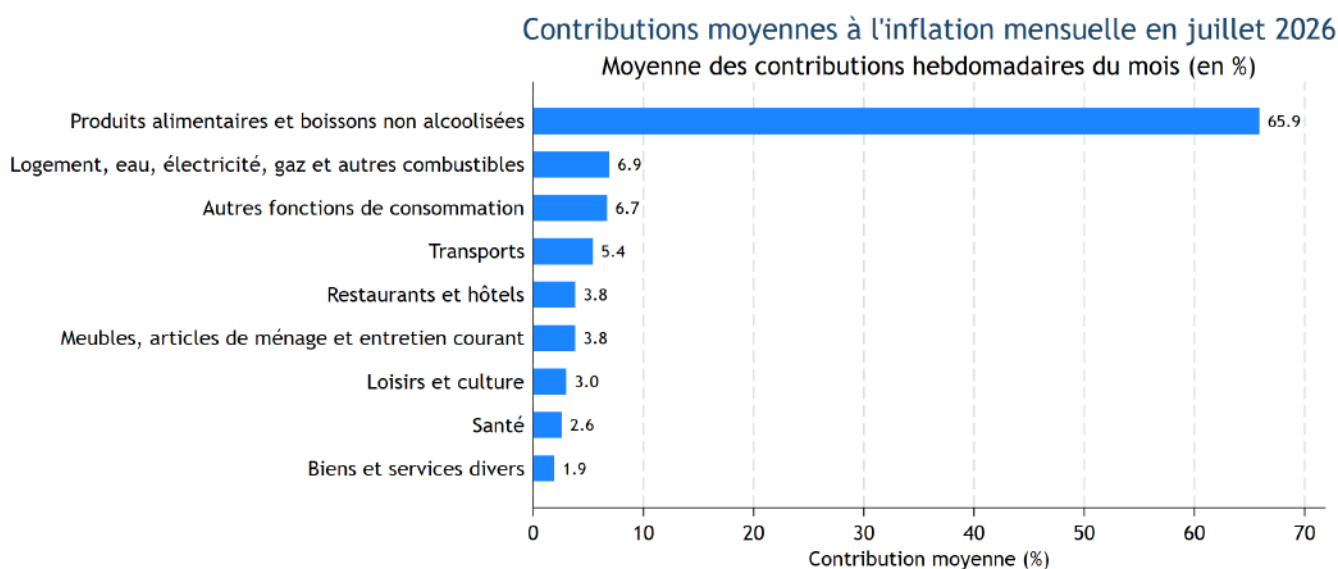


FIGURE 5 - Contributions moyennes à l'inflation hebdomadaire en juillet 2026

Source : Banque Centrale du Congo (BCC), Institut National de la Statistique (INS), calculs BDO DRC.

La prépondérance des produits alimentaires confirme que la dynamique des prix reste sensible aux facteurs d'offre, notamment aux conditions d'approvisionnement, aux infrastructures de transport et aux coûts logistiques, au-delà des seuls déterminants monétaires et de change.

Lecture BDO. La conjoncture macroéconomique demeure favorable à l'entrée du second semestre 2026 : une croissance supérieure à 5 %, l'amélioration du climat des affaires et une inflation annuelle contenue autour de 3 % témoignent d'une résilience appréciable. Si le secteur extractif reste le principal moteur de l'activité, la progression des services, des télécommunications, de l'hôtellerie/restauration et de la construction fait apparaître des relais de croissance hors mines qui devront être confirmés dans la durée. Parallèlement, la forte contribution de l'alimentation à l'inflation rappelle que la consolidation de cette trajectoire dépendra aussi de réponses structurelles en matière d'agriculture, de transport, d'énergie et de logistique, afin de convertir la stabilité macroéconomique actuelle en une croissance plus diversifiée et davantage perceptible dans les conditions de vie.

3. Finances publiques

L'exécution des finances publiques en juillet 2026 a été marquée par un renforcement de la mobilisation des recettes, notamment sous l'effet de l'échéance relative au deuxième acompte provisionnel de l'impôt sur les bénéfices et profits. Au 30 juillet, les recettes collectées par les trois principales régies financières se sont établies à 3 798,6 milliards de CDF, contre une programmation mensuelle de 3 725,2 milliards, soit un léger dépassement de l'objectif.

Cette performance a principalement été portée par la DGI, dont les recettes ont atteint 2 499,3 milliards de CDF, contre 2 480,4 milliards programmés. La DGDA a mobilisé 771,0 milliards de CDF, dépassant également sa prévision de 653,5 milliards, tandis que les recettes de la DGRAD se sont établies à 528,3 milliards de CDF, en deçà des 572,1 milliards programmés. La DGI concentre ainsi environ 65,8 % des recettes mobilisées par les trois régies au cours du mois, contre 20,3 % pour la DGDA et 13,9 % pour la DGRAD.

Du côté des dépenses, les décaissements ont atteint 3 844,9 milliards de CDF au 30 juillet. Les rémunérations des agents et fonctionnaires de l'État se sont établies à 1 245,9 milliards de CDF, soit 84,6 % de l'enveloppe mensuelle prévue, tandis que les frais financiers ont atteint 31,9 milliards de CDF.

Les données détaillées du Plan de trésorerie disponibles au 24 juillet font ressortir des recettes et dons cumulés de 17 677,4 milliards de CDF, correspondant à 97,1 % de la programmation cumulée de 18 206,8 milliards et à une progression de 6,2 % par rapport à la même période de 2025. Les dépenses cumulées, y compris l'amortissement de la dette, se sont établies à 19 057,0 milliards de CDF, soit 82,7 % des 23 035,8 milliards programmés et un niveau globalement stable par rapport à 2025 (-0,7 %).

Le déficit de trésorerie cumulé ressort ainsi à 1 379,7 milliards de CDF, contre 4 829,1 milliards programmés. Cet écart traduit une position de trésorerie moins déficitaire qu'anticipé, mais tient également à une exécution inférieure aux prévisions de plusieurs catégories de dépenses.

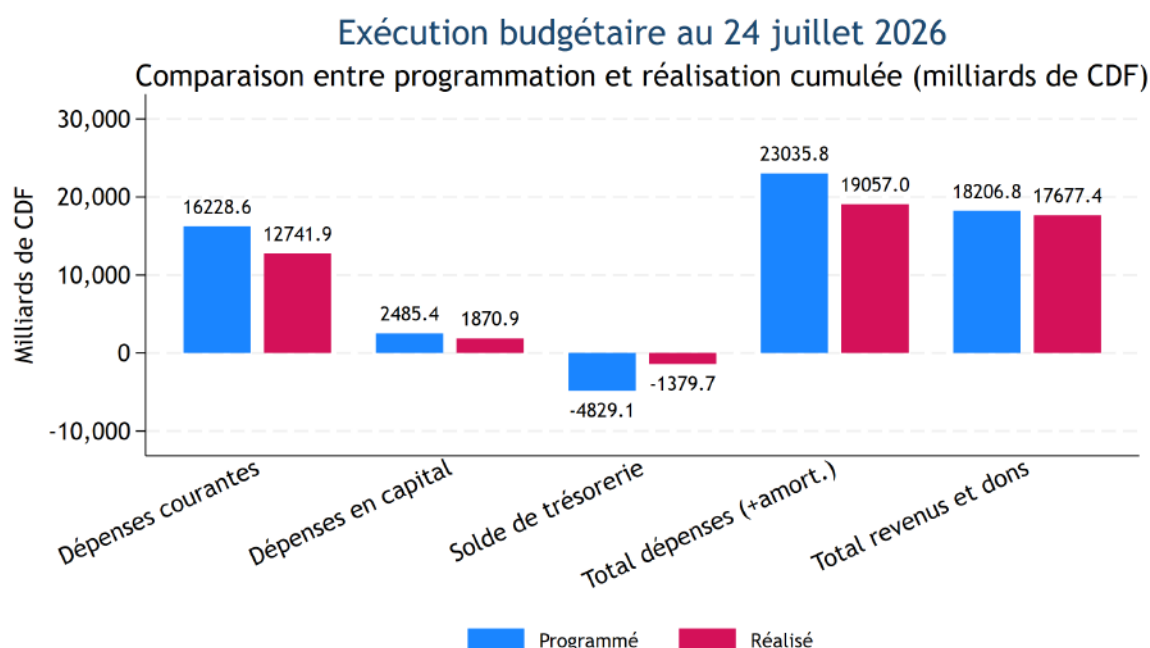


FIGURE 6 - Exécution du Plan de trésorerie de l'État au 24 juillet 2026

Source : Banque Centrale du Congo (BCC), sur base du Plan de trésorerie du secteur public produit par le Ministère des Finances (DGTCP/DTMF), calculs BDO DRC.

L'exécution demeure en effet contrastée selon les catégories de dépenses. Les dépenses courantes atteignent 12 741,9 milliards de CDF, soit 78,5 % de leur programmation cumulée, tandis que les dépenses en capital s'établissent à 1 870,9 milliards de CDF, correspondant à un taux d'exécution de 75,3 %. À l'inverse, les frais de fonctionnement des institutions et ministères atteignent 109,0 % de leur programmation et les « autres dépenses » 102,3 %, alors que les dépenses salariales restent contenues à 74,0 %.

L'amélioration du solde de trésorerie résulte ainsi à la fois d'une mobilisation relativement soutenue des recettes et d'une sous-exécution de plusieurs postes de dépenses. Cette dernière appelle une attention particulière lorsqu'elle concerne les dépenses en capital, compte tenu de leur rôle dans le financement des infrastructures et le soutien à la croissance potentielle.

3.1. Financement du Trésor et marché des titres publics

Le marché domestique des titres publics demeure un instrument important de financement du Trésor. Au premier semestre 2026, il a notamment permis de financer le déficit de trésorerie de 2 148,5 milliards de CDF.

La demande reste toutefois fortement différenciée selon la monnaie d'émission. Sur les 1 150,0 milliards de CDF de titres en monnaie nationale annoncés au premier semestre, seuls 357,0 milliards ont été retenus, soit un taux de réalisation de 31,0 %. À l'inverse, les émissions en devises ont mobilisé 1 101,9 millions USD, correspondant à un taux de réalisation de 122,4 %. Ce contraste confirme la préférence persistante des investisseurs pour les instruments libellés en dollars américains.

Cette tendance s'est prolongée en juillet. L'adjudication du 14 juillet a permis au Trésor de retenir 80,9 millions USD d'Obligations du Trésor en devises à deux ans, rémunérées à 8 % l'an, pour un montant annoncé de 60,0 millions USD, soit un taux de couverture de 134,8 %. Le 28 juillet, une nouvelle adjudication d'Obligations du Trésor présentant les mêmes caractéristiques a permis de mobiliser 48,7 millions USD, avec un taux de couverture de 121,7 %.

L'encours global des Bons et Obligations du Trésor s'est ainsi établi à 7 655,2 milliards de CDF au 29 juillet 2026, contre 6 914,5 milliards à fin juin, soit une augmentation de 740,7 milliards de CDF en un mois. Sa structure demeure majoritairement orientée vers les titres en devises : les instruments en monnaie nationale représentaient environ 1 290,8 milliards de CDF à fin juillet, contre l'équivalent de 2 810,0 millions USD pour les titres en devises.

La capacité du Trésor à mobiliser des ressources sur le marché domestique reste ainsi appréciable, mais la faible demande pour les instruments en francs congolais constitue une limite au développement d'un financement public davantage libellé en monnaie nationale.

Lecture BDO. L'exécution budgétaire à fin juillet combine une mobilisation relativement soutenue des recettes et un déficit de trésorerie nettement inférieur à la programmation, mais ce résultat reflète également la sous-exécution de plusieurs dépenses, notamment en capital. Dans le même temps, le dynamisme des adjudications en dollars contraste avec la faible attractivité des titres en francs congolais, illustrant la persistance de préférences financières fortement dollarisées. La consolidation des finances publiques dépendra dès lors de la régularité de la mobilisation des recettes, de la qualité de l'exécution des dépenses - en particulier de l'investissement public - et de l'approfondissement progressif d'un marché domestique des titres en CDF, soutenu par la stabilité macroéconomique et l'élargissement de la base d'investisseurs.

4. Secteur extérieur et marché des changes

Le secteur extérieur continue de contribuer à la stabilité macroéconomique de la République démocratique du Congo à l'entrée du second semestre 2026. Malgré un environnement international plus volatil, notamment marqué par la remontée des prix de l'énergie, les principaux indicateurs extérieurs demeurent globalement favorables. La stabilité du franc congolais, le maintien des réserves internationales autour de 8 milliards USD et les cours élevés des principaux minerais exportés soutiennent la position extérieure du pays, qui reste néanmoins fortement dépendante du secteur extractif et de l'évolution des prix internationaux des matières premières.

4.1. Marché des changes

Le marché des changes est demeuré globalement stable en juillet 2026. Au 31 juillet, le taux de change s'est établi à 2 252,43 CDF/USD sur le marché interbancaire et à 2 318,06 CDF/USD sur le marché parallèle, contre respectivement 2 259,40 CDF/USD et 2 325,28 CDF/USD à fin juin. Le franc congolais s'est ainsi légèrement apprécié d'environ 0,3 % sur les deux segments au cours du mois.

Cette stabilité s'est accompagnée de fluctuations limitées. Le taux indicatif avait notamment atteint 2 266,61 CDF/USD au 24 juillet avant de se raffermir au cours de la dernière semaine. L'écart entre les marchés interbancaire et parallèle s'est établi à environ 65,6 CDF par dollar à fin juillet, pratiquement inchangé par rapport à fin juin.

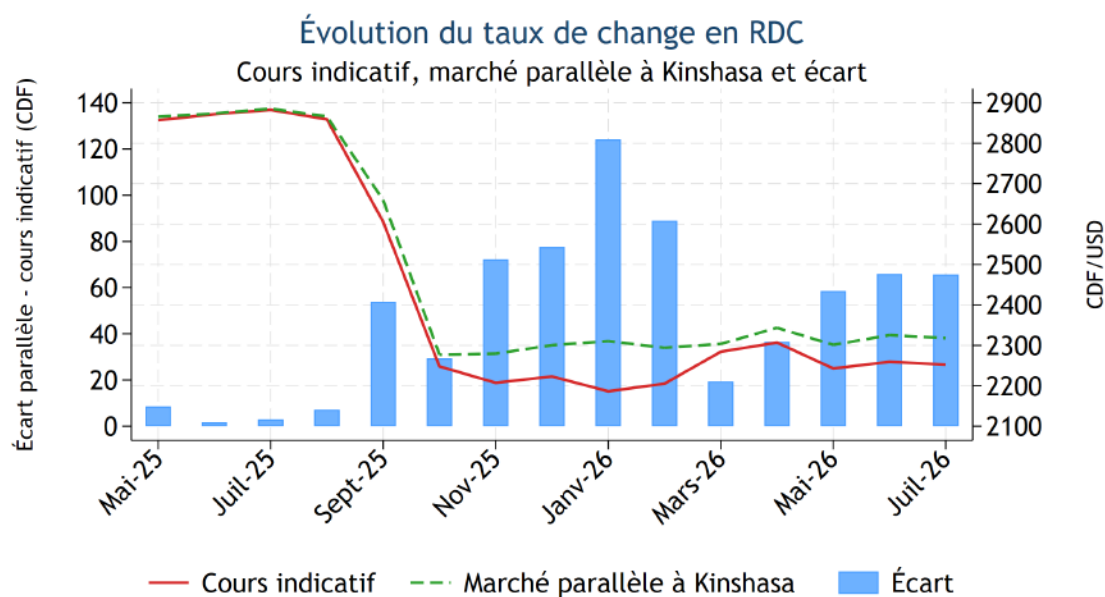


FIGURE 7 - Évolution du taux de change en RDC : cours indicatif, marché parallèle et écart
Source : Banque Centrale du Congo (BCC).

La stabilité du franc congolais observée depuis plusieurs mois demeure soutenue par les entrées de devises issues du secteur extractif, le niveau élevé des réserves internationales et la gestion de la liquidité par la Banque Centrale du Congo. Elle contribue à la maîtrise de l'inflation et à la réduction de l'incertitude de change pour les agents économiques.

4.2. Réserves internationales

Les réserves internationales se sont maintenues à un niveau élevé en juillet 2026. Au 30 juillet, elles se sont établies à 7 917,02 millions USD, contre 7 864,83 millions USD à fin juin, soit une progression d'environ 52,2 millions USD. Elles représentent ainsi environ 3,02 mois d'importations de biens et services.

Leur évolution intra-mensuelle a toutefois été plus contrastée. Après avoir atteint 8 267,82 millions USD au 2 juillet, notamment dans le contexte des achats interbancaires de la BCC et des décaissements intervenus au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC) et de la Facilité pour la résilience et la durabilité (FRD), elles ont reculé au cours des semaines suivantes avant de terminer le mois à 7 917,02 millions USD.

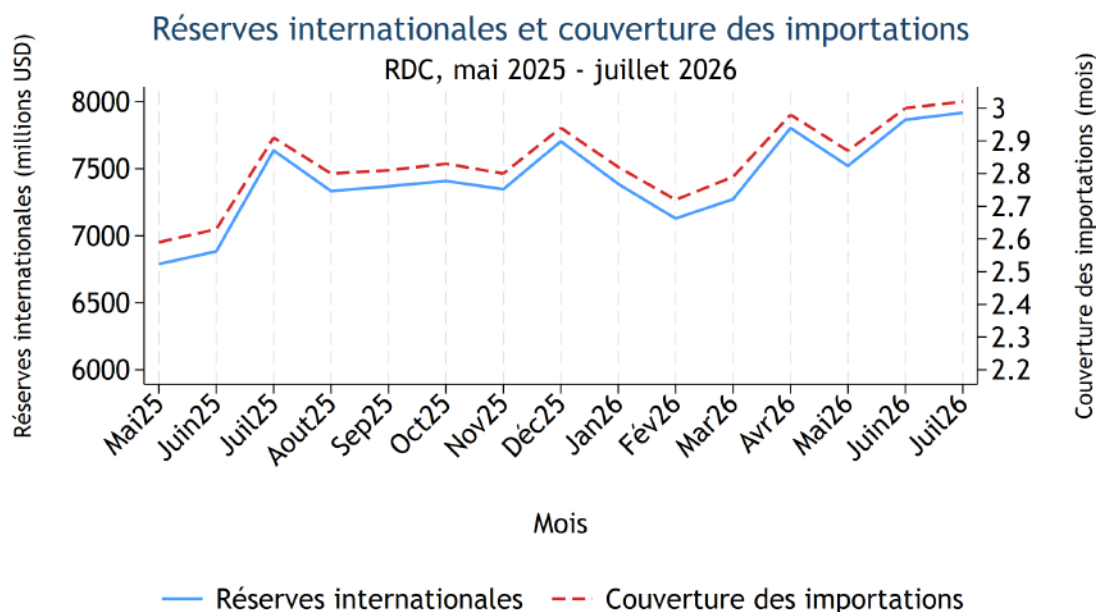


FIGURE 8 - Évolution des réserves internationales et de la couverture des importations
Source : Banque Centrale du Congo (BCC).

Le maintien de la couverture des importations légèrement au-dessus de trois mois renforce la capacité de la Banque Centrale à faire face à d'éventuelles tensions extérieures. Cette marge demeure toutefois relativement étroite, ce qui souligne l'importance de poursuivre la consolidation du matelas de réserves dans un environnement international volatil.

4.3. Transmission des prix des matières premières

Les prix internationaux des matières premières continuent d'exercer une influence déterminante sur les équilibres extérieurs de la RDC, avec des effets plus contrastés en juillet.

Du côté des exportations, les conditions demeurent favorables. Au 30 juillet 2026, le cuivre s'est établi à 13 814,1 USD la tonne, en hausse de 10,1 % par rapport à fin décembre 2025 et de 39,6 % en glissement annuel. Le cobalt s'est maintenu autour de 55 627 USD la tonne, en progression de 6,8 % depuis fin 2025 et de 70,4 % sur un an. L'or s'est négocié à 4 098,4 USD l'once, soit 24,7 % au-dessus de son niveau d'un an auparavant. Ces cours soutiennent les recettes d'exportation et les entrées de devises et contribuent, indirectement, aux recettes publiques et à l'accumulation des réserves.

En sens inverse, la remontée des prix des produits importés constitue un facteur de vigilance. Le Brent s'est établi à 86,9 USD le baril au 30 juillet, en progression de 42,7 % depuis fin décembre 2025 et de 30,5 % en glissement annuel, susceptible d'alourdir la facture énergétique et les besoins en devises associés aux importations de produits pétroliers.

Les principales céréales importées affichent également des prix sensiblement supérieurs à leurs niveaux de fin 2025 : à fin juillet, le riz, le blé et le maïs enregistraient des hausses respectives de 38,9 %, 30,9 % et 6,2 % depuis le début de l'année. La persistance de ces évolutions pourrait accroître la facture d'importation alimentaire et alimenter certaines pressions sur les prix domestiques.

Les termes de l'échange restent ainsi relativement favorables à court terme grâce au niveau élevé des métaux exportés, mais ce soutien est partiellement atténué par le renchérissement de l'énergie et de plusieurs produits alimentaires importés.

TABLE 5 - Indicateurs récents du secteur extérieur

Indicateur	Valeur récente	Observation
Taux de change indicatif (CDF/USD)	2 252,43 (31 juillet 2026)	Légère appréciation par rapport à fin juin et stabilité globale du marché des changes.
Écart marché parallèle / interbancaire	65,6 CDF	Différentiel pratiquement stable, dans un contexte de dollarisation toujours élevée.
Réserves internationales	7 917,02 millions USD	Niveau élevé et légèrement supérieur à celui de fin juin, malgré des fluctuations intra-mensuelles.
Couverture des importations	3,02 mois	Maintien légèrement au-dessus du seuil de trois mois d'importations.

Source : Banque Centrale du Congo (BCC), calculs BDO DRC.

Lecture BDO. La position extérieure de la RDC demeure favorable à fin juillet, soutenue par la stabilité du franc congolais, des réserves proches de 8 milliards USD et des cours élevés des principaux métaux exportés. La configuration devient toutefois plus contrastée : le renchérissement du pétrole et de plusieurs produits alimentaires importés réduit une partie du bénéfice lié aux prix élevés des exportations, tandis que la couverture des importations reste proche du seuil de trois mois. La consolidation des réserves et, à plus long terme, la diversification des exportations et la réduction de la dépendance aux importations stratégiques demeurent donc essentielles pour renforcer durablement la résilience extérieure du pays.

5. Secteur monétaire et bancaire

Le secteur monétaire et bancaire demeure globalement stable à fin juillet 2026, dans un contexte d'inflation contenue, de relative stabilité du franc congolais et de liquidité bancaire excédentaire. Ces conditions ont permis à la Banque Centrale du Congo (BCC) de poursuivre l'assouplissement de sa politique monétaire, avec une nouvelle réduction de ses principaux taux en juillet.

Le taux directeur a ainsi été ramené de 13,5 % à 12,5 % et le taux de la facilité de prêt marginal de 17,5 % à 16,5 %. Cette décision prolonge le cycle de détente engagé depuis octobre 2025, lorsque le taux directeur avait été abaissé de 25 % à 17,5 %. La transmission de cet assouplissement à l'économie réelle reste toutefois contrainte par la forte dollarisation des dépôts et des crédits ainsi que par la faible profondeur du marché monétaire en francs congolais.

5.1. Liquidité bancaire et assouplissement de la politique monétaire

La Banque Centrale du Congo a poursuivi en juillet ses opérations de régulation de la liquidité à travers les Bons BCC. Au 31 juillet, la position nette des banques commerciales vis-à-vis de la BCC s'est établie à 1 624,6 milliards de CDF, contre 1 281,2 milliards une semaine auparavant. Les avoirs des banques commerciales auprès de la Banque Centrale ont atteint 3 733,0 milliards de CDF, tandis que le niveau notifié de la réserve obligatoire est demeuré stable à 2 108,3 milliards de CDF.

L'encours des Bons BCC s'est établi à environ 1 963,8 milliards de CDF à fin juillet, contre 2 071,8 milliards à fin juin. Ces instruments continuent ainsi de jouer un rôle central dans la régulation de la liquidité bancaire, les opérations ayant alterné entre ponctions et injections selon les conditions du marché.

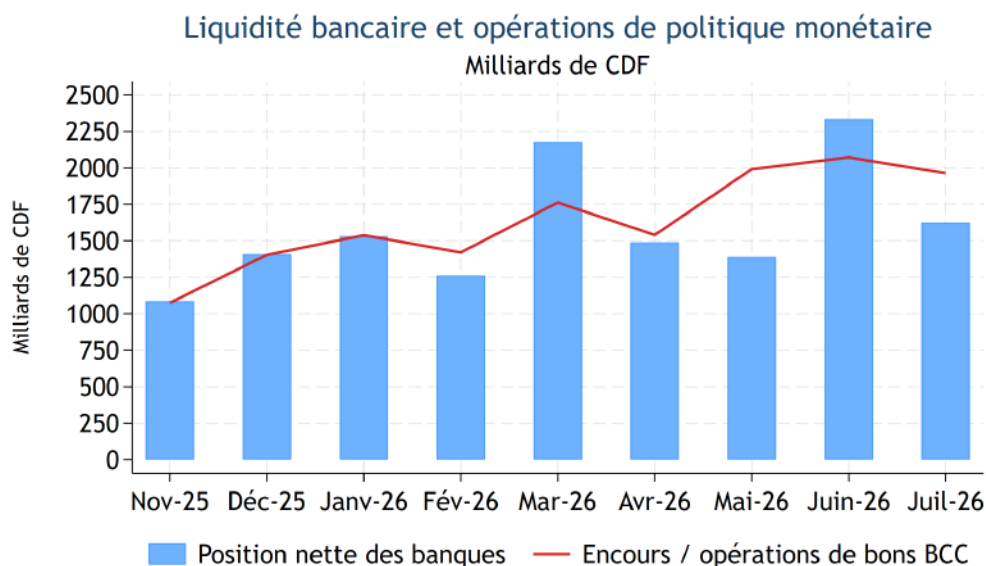


FIGURE 9 - Liquidité bancaire et opérations de politique monétaire en RDC

Source : Banque Centrale du Congo (BCC).

Malgré cette liquidité disponible, le marché monétaire demeure peu actif. Aucun recours au guichet de prêt marginal n'a été enregistré en juillet, après une absence d'opérations en juin, contre 225,0 milliards de CDF mobilisés en mai. Le marché interbancaire est également resté inactif, les dernières transactions remontant à la quatrième semaine de mai et portant le cumul annuel des opérations à seulement 151,0 milliards de CDF.

Dans ce contexte, la réduction du taux directeur à 12,5 % et du taux de prêt marginal à 16,5 % traduit l'adaptation progressive de l'orientation monétaire à la désinflation et à la stabilité du marché des changes. Son effet sur les conditions de financement dépendra toutefois de la capacité du système bancaire à transmettre cette détente aux entreprises et aux ménages.

5.2. Dollarisation du système bancaire

La dollarisation demeure l’une des principales caractéristiques structurelles du système financier congolais. À fin juin 2026, l’encours total des dépôts bancaires a atteint 20 397,35 millions USD, en hausse de 9,1 % par rapport à mai et de 41,9 % sur un an.

Cette progression a concerné les dépôts en monnaie nationale (+5,3 %) comme ceux en devises (+9,7 %). La croissance plus rapide de ces derniers a néanmoins accentué légèrement la dollarisation : la part des dépôts en monnaie nationale est passée de 12,1 % en mai à 11,7 % en juin, contre 88,3 % pour les dépôts en devises.

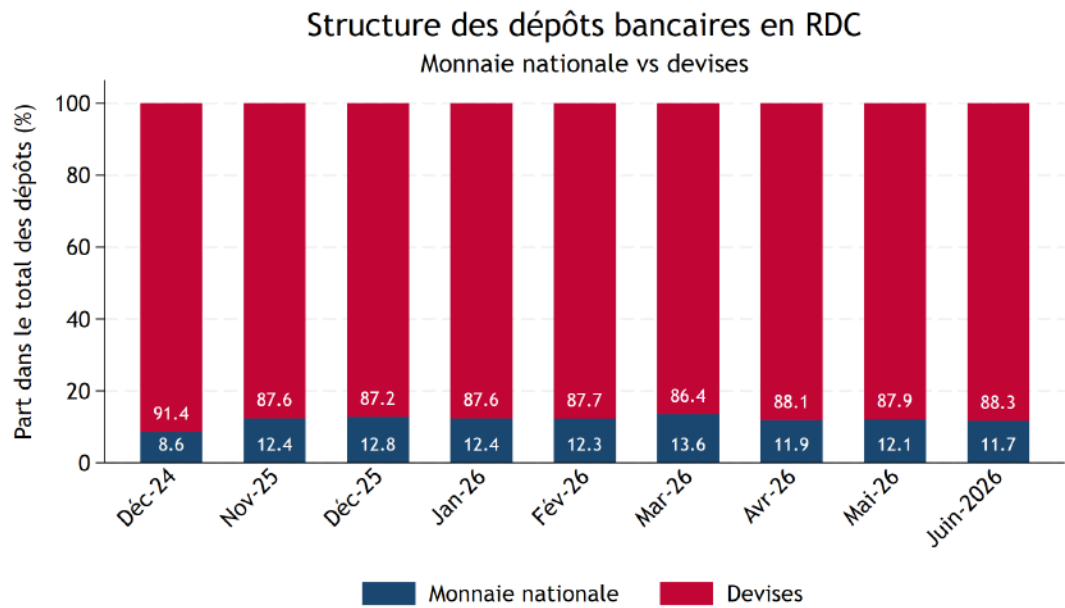


FIGURE 10 - Structure des dépôts bancaires en RDC : monnaie nationale versus devises
Source : Banque Centrale du Congo (BCC).

Les ménages et les entreprises privées demeurent les principaux détenteurs des dépôts bancaires, avec respectivement 32,9 % et 31,9 % du total. Leur répartition géographique reste également très concentrée : Kinshasa représente environ 68 % de l’encours et le Haut-Katanga 21 %, soit près de 89 % des dépôts bancaires concentrés dans ces deux pôles économiques.

Cette concentration géographique, conjuguée à la dollarisation, souligne les enjeux d’inclusion financière associés au développement des paiements numériques et à l’utilisation accrue du franc congolais, notamment en dehors des principaux centres économiques.

5.3. Dynamique du crédit bancaire

L’encours des crédits bancaires poursuit sa progression, mais les financements restent très largement libellés en devises. À fin juin 2026, la part des crédits en monnaie nationale est estimée à seulement 2,9 % de l’encours total, contre plus de 97 % pour les crédits en devises.

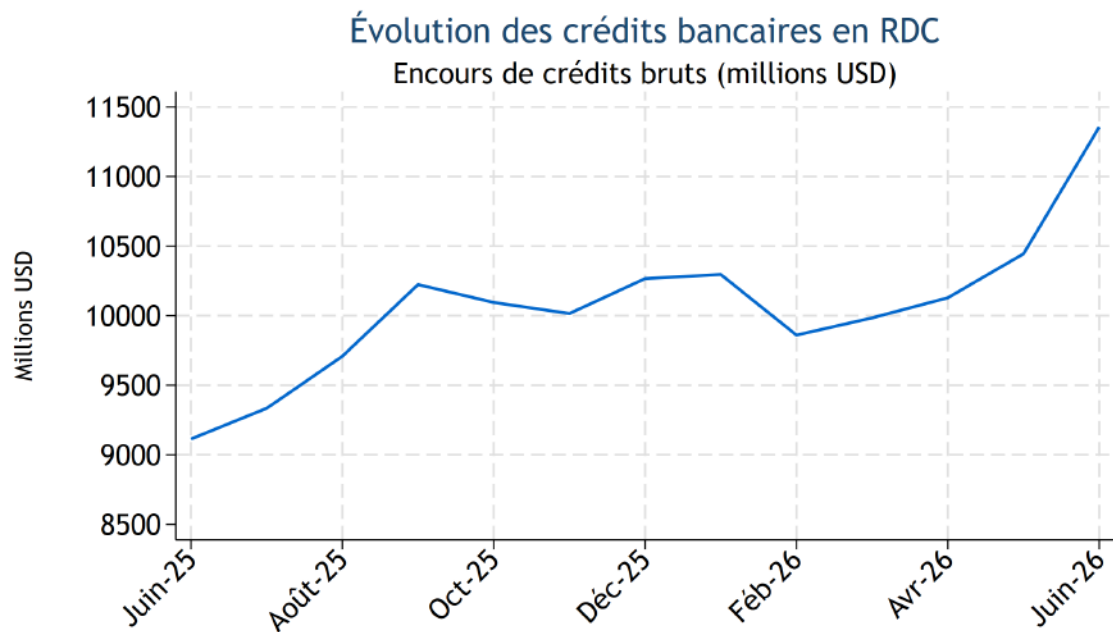


FIGURE 11 - Évolution des crédits bancaires en RDC
Source : Banque Centrale du Congo (BCC), calculs BDO DRC.

Cette structure reflète notamment la composition elle-même dollarisée des dépôts, les préférences des agents économiques et la profondeur encore limitée des instruments financiers en CDF. Elle réduit également la portée du taux directeur comme canal de transmission monétaire : lorsque l’essentiel des prêts est libellé en dollars américains, une modification des conditions de refinancement en CDF ne peut influencer directement qu’une fraction limitée du crédit bancaire.

TABLE 6 - Indicateurs récents du secteur bancaire en RDC

Indicateur	Valeur récente	Observation
Position nette des banques vis-à-vis de la BCC	1 624,6 milliards CDF (juillet 2026)	Liquidité bancaire globalement excédentaire à fin juillet.
Encours des Bons BCC	1 963,8 milliards CDF (juillet 2026)	Instrument central de régulation de la liquidité, malgré un recul par rapport à fin juin.
Taux directeur	12,5 % (juillet 2026)	Poursuite du cycle d'assouplissement engagé depuis octobre 2025 dans un contexte de désinflation.
Taux de prêt marginal	16,5 % (juillet 2026)	Réduction concomitante du coût du refinancement marginal auprès de la BCC.
Part des dépôts en monnaie nationale	11,7 % (juin 2026)	Dollarisation toujours très élevée, avec un léger recul de la part du CDF.
Part des crédits en monnaie nationale	2,9 % (juin 2026)	Intermédiation financière en monnaie nationale toujours très limitée.

Source : Banque Centrale du Congo (BCC), calculs BDO DRC.

Lecture BDO. La nouvelle baisse du taux directeur à 12,5 %, contre 25 % encore en 2025, confirme le changement significatif des conditions monétaires rendu possible par la désinflation et la stabilité récente du franc congolais. Sa transmission à l’économie réelle demeure néanmoins limitée par un marché interbancaire peu actif et, surtout, par la forte dollarisation du système financier, avec 88,3 % des dépôts et plus de 97 % des crédits libellés en devises. L’approfondissement de l’épargne, du crédit et des instruments financiers en CDF apparaît dès lors comme un complément essentiel à l’assouplissement monétaire et à la stratégie plus large de dédollarisation, y compris dans la perspective de la réforme des paiements en devises annoncée pour 2027.

6. Implications pour les entreprises et les investisseurs

À l'entrée du second semestre 2026, l'environnement macroéconomique de la République démocratique du Congo demeure globalement favorable aux entreprises et aux investisseurs. La croissance devrait rester soutenue autour de 5,7 %, tandis que l'inflation demeure contenue, le franc congolais relativement stable et les réserves internationales proches de 8 milliards USD. Le climat des affaires reste également bien orienté, avec un solde global d'opinions de 43,4 % en juin.

Ce contexte reste néanmoins marqué par plusieurs facteurs de vigilance : hausse des prix internationaux de l'énergie et de certains produits alimentaires, forte dollarisation, contraintes infrastructurelles et énergétiques et situation sécuritaire dans l'Est du pays. Parallèlement, l'assouplissement de la politique monétaire et les réformes annoncées en matière d'utilisation du cash en devises ouvrent une phase d'adaptation du cadre financier et opérationnel des entreprises.

6.1. Opportunités

Le secteur extractif demeure un moteur majeur des opportunités d'investissement. Les niveaux élevés des cours du cuivre, du cobalt et de l'or soutiennent les perspectives dans les activités minières et les secteurs connexes, notamment l'énergie, le transport, la logistique, la sous-traitance, l'ingénierie et les services spécialisés.

Les perspectives s'élargissent toutefois à plusieurs activités non extractives. Les projections pour 2026 font notamment apparaître une croissance attendue de 16,3 % dans les télécommunications et de 31,6 % dans l'hôtellerie, la restauration et les activités connexes, tandis que la construction affiche le solde d'opinions le plus élevé du baromètre de conjoncture. Les infrastructures, l'énergie, les services numériques et financiers, la logistique, l'agriculture et l'agro-industrie présentent ainsi un potentiel croissant.

L'assouplissement monétaire constitue également un signal favorable, avec un taux directeur ramené à 12,5 % en juillet 2026, contre 25 % encore en 2025. Son incidence sur le coût effectif du crédit devrait néanmoins rester progressive compte tenu de la forte dollarisation du système bancaire.

Enfin, la réforme annoncée concernant les paiements en espèces en devises à compter d'avril 2027 pourrait accélérer la demande de solutions de paiement électronique, de services bancaires transactionnels, de mobile money et d'interopérabilité. Elle constitue à la fois une exigence d'adaptation et une opportunité pour les acteurs des services financiers et numériques.

6.2. Risques

La concentration de l'économie sur les industries extractives demeure la principale source de vulnérabilité : un retournement durable des cours ou de la demande mondiale de minerais pourrait affecter simultanément les exportations, les recettes publiques, les entrées de devises et l'investissement.

La remontée du pétrole et de plusieurs produits alimentaires constitue un second facteur de vigilance. Une prolongation de cette tendance pourrait accroître les coûts énergétiques, logistiques et de production, avec des effets potentiels sur les marges des entreprises et les prix intérieurs.

À ces risques externes s'ajoutent des contraintes structurelles persistantes : accès irrégulier à l'électricité, insuffisances des infrastructures de transport, coûts logistiques élevés, disparités territoriales dans l'accès aux services financiers et numériques et forte dollarisation des transactions et du financement.

Enfin, la mise en œuvre progressive de la stratégie de dédollarisation nécessitera une adaptation des entreprises, notamment de leurs systèmes de facturation, de paiement, de trésorerie et de contrôle interne.

6.3. Implications opérationnelles

Ces évolutions appellent moins un changement immédiat des stratégies d'investissement qu'une adaptation progressive de la gestion financière et opérationnelle des entreprises.

TABLE 7 - Principales implications opérationnelles pour les entreprises

Domaine	Évolution à surveiller	Implication pour les entreprises
Change	Stabilité récente du CDF dans une économie toujours fortement dollarisée	Maintenir une gestion active des positions en devises et limiter les déséquilibres entre monnaies de revenus, de coûts et de financement.
Financement	Réduction du taux directeur à 12,5 %	Réévaluer progressivement les possibilités de financement en CDF en comparant leur coût effectif aux financements en devises.
Énergie et logistique	Hausse du pétrole et persistance des contraintes infrastructurelles	Renforcer la maîtrise des coûts, la planification logistique et les solutions alternatives d'approvisionnement énergétique.
Paievements	Préparation de la réforme annoncée pour avril 2027	Cartographier les transactions en espèces en devises et préparer les alternatives bancaires et numériques adaptées.
Digitalisation	Développement du mobile money, des fintechs et des solutions d'interopérabilité	Évaluer l'intégration des paiements digitaux aux systèmes commerciaux, comptables et de trésorerie.
Approvisionnement	Renchérissment de certains produits importés	Diversifier les fournisseurs et sécuriser les chaînes d'approvisionnement lorsque cela est économiquement pertinent.
Investissement	Dynamisme des mines, télécommunications, construction et services	Cibler les chaînes de valeur bénéficiant de la croissance et de la demande structurelle domestique.

La gestion du risque de change demeure ainsi prioritaire malgré la stabilité récente du franc congolais, notamment pour les entreprises présentant des décalages importants entre leurs revenus et leurs engagements en devises. La préparation de la réforme des paiements de 2027 devrait parallèlement être intégrée aux plans de transformation financière, en particulier pour la facturation, la gestion des encaisses, les systèmes comptables et les relations avec les prestataires de paiement.

Lecture BDO. L'environnement actuel combine stabilité macroéconomique et nouvelles exigences d'adaptation. Les opportunités restent importantes dans les activités minières et leurs chaînes de valeur, mais s'étendent également aux télécommunications, à la construction, à l'énergie, aux services financiers et aux solutions numériques. Dans ce contexte, la capacité des entreprises à gérer leur exposition au change et aux coûts importés, à adapter leurs moyens de paiement et leur structure de financement et à anticiper les évolutions réglementaires constituera un facteur croissant de compétitivité.

7. Perspectives et risques macroéconomiques

À fin juillet 2026, les perspectives macroéconomiques de la République démocratique du Congo restent globalement favorables. La croissance réelle est attendue à 5,7 % en 2026, soutenue principalement par les industries extractives mais également par plusieurs activités de services. L'inflation demeure contenue malgré une légère accélération récente, le marché des changes reste relativement stable et les réserves internationales se maintiennent autour de 8 milliards USD.

Le scénario central pour le second semestre demeure ainsi celui d'une croissance soutenue accompagnée d'une relative stabilité macroéconomique. Cette trajectoire reste toutefois exposée à des risques externes et internes importants.

7.1. Principaux risques

Les principaux risques peuvent être regroupés autour de cinq dimensions. Premièrement, la concentration des exportations sur le cuivre, le cobalt et l'or maintient une forte exposition aux fluctuations des cours et de la demande mondiale. Deuxièmement, la hausse du pétrole et de plusieurs produits alimentaires pourrait alimenter l'inflation importée et accroître la facture d'importation.

Troisièmement, les dépenses liées à la situation sécuritaire dans l'Est du pays et les importants besoins en infrastructures et services publics pourraient accentuer les pressions budgétaires. Quatrièmement, la forte dollarisation continue de limiter la transmission de la politique monétaire et le développement du financement en monnaie nationale. Enfin, les contraintes énergétiques, logistiques et infrastructurelles ainsi que les tensions géopolitiques et commerciales internationales demeurent susceptibles de peser sur l'activité et l'investissement.

7.2. Perspectives

À court terme, le secteur extractif devrait continuer de bénéficier de cours internationaux favorables, tandis que plusieurs branches non minières, notamment les télécommunications, l'hôtellerie-restauration, la construction et les services, devraient contribuer davantage à l'activité.

La stabilité du franc congolais et le niveau des réserves internationales constituent également des facteurs favorables, sous réserve du maintien des entrées de devises, d'une gestion prudente de la liquidité et de conditions suffisamment favorables sur les marchés des matières premières.

L'assouplissement de la politique monétaire pourrait progressivement soutenir l'activité, même si sa transmission au coût du financement restera limitée à court terme par la dollarisation. Sur le plan budgétaire, la consolidation de la mobilisation des recettes observée en juillet sera déterminante pour financer les priorités publiques tout en préservant la soutenabilité des finances publiques.

À moyen terme, l'enjeu central reste de transformer la stabilité macroéconomique actuelle en une croissance davantage diversifiée et résiliente. Cela suppose notamment d'accroître la productivité des secteurs non extractifs, d'améliorer les infrastructures, d'approfondir le financement en monnaie nationale et d'accompagner progressivement les réformes de dédollarisation par le développement de moyens de paiement accessibles, interopérables et fiables.

TABLE 8 - Synthèse des perspectives macroéconomiques à fin juillet 2026

Dimension	Perspective à court terme	Principal facteur de risque
Croissance	Progression réelle attendue autour de 5,7 %	Retournement des cours miniers et diversification encore limitée.
Inflation	Niveau contenu malgré une accélération récente	Hausse du pétrole et des produits alimentaires, contraintes logistiques internes.
Taux de change	Relative stabilité du CDF	Choc sur les exportations, hausse de la demande de devises ou expansion excessive de la liquidité.
Réserves internationales	Maintien autour de trois mois d'importations	Baisse des entrées de devises ou hausse durable de la facture d'importation.
Finances publiques	Mobilisation des recettes plus favorable en juillet	Pressions sécuritaires, dépenses exceptionnelles et sous-exécution de l'investissement.
Politique monétaire	Orientation progressivement moins restrictive	Transmission limitée par la forte dollarisation du système financier.
Climat des affaires	Confiance des entreprises toujours favorable	Contraintes énergétiques, logistiques, sécuritaires et réglementaires.

Lecture BDO. La RDC aborde le second semestre 2026 avec des fondamentaux relativement favorables, mais la résilience de cette trajectoire dépendra de sa capacité à réduire progressivement les vulnérabilités qui accompagnent encore la croissance. Au-delà du maintien de la stabilité des prix, du change et des finances publiques, l'enjeu consiste désormais à élargir les moteurs de l'activité au-delà du secteur extractif. La progression de plusieurs services constitue un signal encourageant, mais une transformation plus durable reposera sur la diversification productive, l'amélioration des infrastructures, l'approfondissement du financement en monnaie nationale et une mise en œuvre graduelle et crédible des réformes de dédollarisation.

Sources

- [1] Banque Centrale du Congo (BCC). Notes de conjoncture hebdomadaires. Kinshasa, éditions des 3, 10, 17, 24 et 31 juillet 2026.
- [2] Banque Centrale du Congo (BCC). Rapport sur la politique monétaire en 2025. Kinshasa, 2026.
- [3] Banque Centrale du Congo (BCC). Bulletin mensuel d'informations statistiques. Kinshasa, mai 2026.
- [4] Banque Centrale du Congo (BCC). Condensés d'informations statistiques. Kinshasa, 2025-2026.
- [5] Banque Centrale du Congo (BCC). Rapport annuel. Kinshasa, 2024.
- [6] Banque Centrale du Congo (BCC). Communiqués, décisions du Comité de Politique Monétaire et communications publiques relatives à la politique monétaire, à la dédollarisation et aux systèmes de paiement. Kinshasa, 2025-2026.
- [7] Banque Centrale du Congo (BCC). Informations et cartographie relatives aux prestataires, agrégateurs et infrastructures de paiement en République démocratique du Congo. Kinshasa, 2026.
- [8] Commission d'Études Statistiques et des Comptes Nationaux (CESCN). Estimations et perspectives de croissance économique de la République démocratique du Congo. Kinshasa, 2026.
- [9] Comité Permanent de Cadrage Macroéconomique (CPCM). Cadrage macroéconomique et projections économiques de la République démocratique du Congo. Kinshasa, 2026.
- [10] Fonds monétaire international (FMI). République démocratique du Congo : troisième revue de l'accord au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC) et deuxième revue de la Facilité pour la résilience et la durabilité (FRD). Washington D.C., juin 2026.
- [11] Fonds monétaire international (FMI). Perspectives de l'économie mondiale - Mise à jour de juillet 2026. Washington D.C., juillet 2026.
- [12] Fonds monétaire international (FMI). Perspectives économiques régionales, Staff Reports, Debt Sustainability Analysis et bases de données macroéconomiques relatives à la République démocratique du Congo. Washington D.C., 2024-2026.
- [13] Banque mondiale. Indicateurs du développement dans le monde, données pays et bases de données macroéconomiques relatives à la République démocratique du Congo.
- [14] Banque mondiale. Macro Poverty Outlook et autres publications macroéconomiques relatives à la République démocratique du Congo. Washington D.C., 2024-2026.
- [15] Institut National de la Statistique (INS). Indice des prix à la consommation et statistiques économiques nationales. Kinshasa, 2025-2026.
- [16] Ministère des Finances de la République démocratique du Congo. Plan de trésorerie de l'État, documents budgétaires, statistiques des finances publiques et informations relatives aux émissions de titres publics. Kinshasa, 2025-2026.
- [17] Autorité de Régulation de la Poste et des Télécommunications du Congo (ARPTC). Observatoire du marché de la téléphonie mobile et statistiques relatives au Mobile Money en République démocratique du Congo. Kinshasa, 2019-2025.
- [18] BDO DRC Economic Insights. Télécommunications en République démocratique du Congo : dynamique du marché, connectivité et transformation numérique. BDO RDC, mai 2026.
- [19] Deutsche Welle (DW) et presse économique congolaise. Informations et analyses relatives à la fin annoncée des transactions en espèces en devises étrangères en RDC à partir d'avril 2027. Publications d'avril à juillet 2026.
- [20] BDO RDC. Calculs, compilations statistiques et analyses à partir des sources institutionnelles précitées. Kinshasa, juillet-août 2026.

Sigles et abréviations

ARPTC	: Autorité de Régulation de la Poste et des Télécommunications du Congo
BCC	: Banque Centrale du Congo
BCC	: Bons de la Banque Centrale du Congo
BDO DRC Economic Insights	: Série de publications économiques et sectorielles de BDO RDC
CDF	: Franc congolais
CESCN	: Commission d'Études Statistiques et des Comptes Nationaux
CPCM	: Comité Permanent de Cadrage Macroéconomique
CPM	: Comité de Politique Monétaire
DGDA	: Direction Générale des Douanes et Accises
DGI	: Direction Générale des Impôts
DGRAD	: Direction Générale des Recettes Administratives, Domaniales et de Participation
DGTCP	: Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DTMF	: Direction du Trésor et des Moyens de Financement
FEC	: Facilité élargie de crédit
FMI	: Fonds monétaire international
FRD	: Facilité pour la résilience et la durabilité
INS	: Institut National de la Statistique
KYC	: Know Your Customer - dispositif d'identification et de connaissance du client
ME	: Monnaie étrangère
MN	: Monnaie nationale
OPEP+	: Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole et pays partenaires
PIB	: Produit intérieur brut
PM	: Prêt marginal
PPG	: Dette publique et garantie par l'État (Public and Publicly Guaranteed Debt)
USD	: Dollar des États-Unis
VA	: Valeur actualisée

Annexes statistiques

Les annexes ci-dessous présentent certains indicateurs statistiques et séries macroéconomiques complémentaires utilisés dans l’analyse de la conjoncture économique récente de la République démocratique du Congo.

Annexe A. Indicateurs clés du mois

Cette annexe présente un tableau de synthèse des principaux indicateurs macroéconomiques récents de la République démocratique du Congo. Les informations proviennent principalement des notes de conjoncture hebdomadaires de la Banque Centrale du Congo, complétées par les condensés statistiques et certaines sources institutionnelles internationales.

TABLE 9 - Principaux indicateurs macroéconomiques récents en RDC

Indicateur	Niveau récent	Observation
Croissance du PIB réel	5,7 % (prévision 2026)	Croissance attendue au même rythme qu'en 2025, soutenue notamment par le dynamisme du secteur tertiaire et la bonne tenue des activités extractives.
Croissance des minéraux non ferreux	8,0 % (prévision 2026)	Progression toujours soutenue de l'activité extractive, bien qu'en léger ralentissement par rapport à 2025, où la croissance avait atteint 8,7 %.
Croissance du PIB hors industries extractives	4,9 % (prévision 2026)	Légère accélération par rapport à 2025 (4,8 %), soutenue notamment par les services, dont l'hôtellerie, la restauration et les télécommunications.
Inflation en glissement annuel	3,2 % (juillet 2026)	Inflation toujours contenue et nettement inférieure à l'objectif de moyen terme de 7 % de la BCC, malgré une légère accélération en fin de mois.
Inflation mensuelle	0,96 % (juillet 2026)	Accélération modérée par rapport à juin (0,78 %), les pressions restant principalement concentrées sur les produits alimentaires et certains coûts d'approvisionnement.
Taux de change indicatif	2 252,43 CDF/USD (31 juillet 2026)	Franc congolais globalement stable ; légère appréciation par rapport à fin juin, dans un marché des changes demeuré relativement équilibré.
Écart marché parallèle / officiel	65,63 CDF (31 juillet 2026)	Différentiel relativement contenu entre le cours parallèle de 2 318,06 CDF/USD et le cours indicatif de 2 252,43 CDF/USD.
Réserves internationales	7 917,02 millions USD (30 juillet 2026)	Niveau toujours élevé, renforçant les marges de résilience extérieure et la capacité d'intervention de la Banque Centrale.
Couverture des importations	3,02 mois (30 juillet 2026)	Maintien légèrement au-dessus du seuil de trois mois d'importations de biens et services.
Indice du climat des affaires	43,4 % (juin 2026)	Nouvelle amélioration du solde global d'opinions des chefs d'entreprise, après 43,1 % en mai, confirmant un optimisme toujours élevé des opérateurs économiques.

Source : Banque Centrale du Congo (BCC), Commission d’Études Statistiques et des Comptes Nationaux (CESCN), calculs BDO DRC.

Annexe B. Réserves internationales et couverture des importations

Cette annexe présente, d’une part, l’évolution historique des réserves internationales et de la couverture des importations sur longue période et, d’autre part, leur évolution récente sur base mensuelle.



B.1. Série longue : 2011-2025

TABLE 10 - Réserves internationales et couverture des importations en RDC (2011-2025)

Année	Réserves (millions USD)	Couverture (semaines)	Couverture (mois)
2011	1 272,68	7,2	1,8
2012	1 634,18	9,35	2,34
2013	1 745,41	9,25	2,31
2014	1 644,46	7,86	1,97
2015	1 405,06	5,8	1,45
2016	845,44	3,73	0,93
2017	859	-	0,9
2018	913,68	3	0,75
2019	818,65	-	1,06
2020	708,89	-	0,65
2021	2 751,30	-	2,61
2022	4 382,90	-	2,63
2023	5 131,10	-	2,8
2024	6 132,00	-	3,3
2025	7 703,96	-	2,94

Source : Banque Centrale du Congo (BCC), rapports annuels et rapports sur la politique monétaire.
Note : lorsque la couverture des importations était exprimée en semaines dans la source, celle-ci a été convertie en mois sur la base simplifiée de 4 semaines = 1 mois.

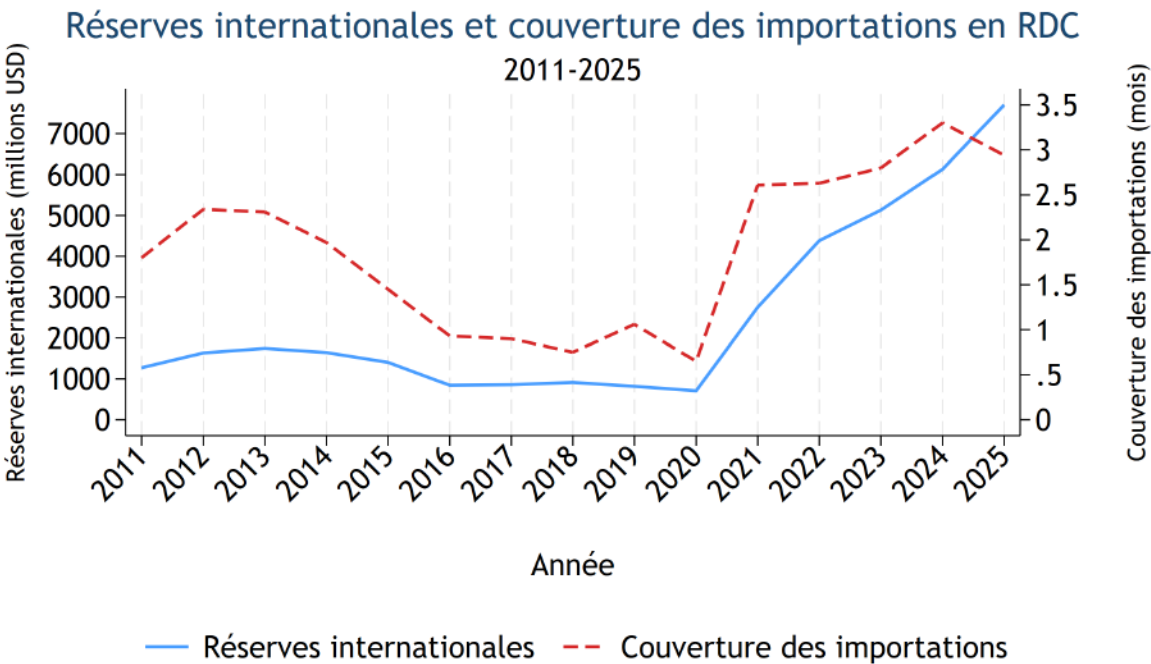


FIGURE 12 - Évolution des réserves internationales et de la couverture des importations en RDC (2011-2025)
Source : Banque Centrale du Congo (BCC).

BAISSE DU TAUX DIRECTEUR BCC

25,0 %
Oct. 2025

17,5 %
Oct. 2023

15,0 %
Juin. 2026

13,5 %
Avr. 2024

12,5 %
Juil. 2026

FIN DES PAIEMENTS EN ESPÈCES EN DEVISES ÉTRANGÈRES

À PARTIR D'AVRIL 2027

B.2. Série récente : mai 2025 - juillet 2026

TABLE 11 - Évolution récente des réserves internationales et de la couverture des importations en RDC (mai 2025 - juillet 2026)

Mois	Réserves internationales (millions USD)	Couverture des importations (mois)
mai-25	6 788,72	2,59
juin-25	6 883,45	2,63
juil-25	7 635,83	2,91
août-25	7 333,13	2,8
sept-25	7 368,55	2,81
oct-25	7 408,16	2,83
nov-25	7 346,79	2,8
déc-25	7 703,96	2,94
janv-26	7 386,46	2,82
févr-26	7 128,23	2,72
mars-26	7 272,92	2,79
avr-26	7 803,66	2,98
mai-26	7 520,72	2,87
juin-26	7 864,83	3
juil-26	7 917,02	3,02

Source : Banque Centrale du Congo (BCC), notes de conjoncture hebdomadaires.

Annexe C. Séries macroéconomiques complémentaires

Cette annexe regroupe certaines séries statistiques mobilisées pour la construction des graphiques et tableaux présentés dans la note.

C.1. Croissance économique

TABLE 12 - Évolution de la croissance économique en RDC (%)

Année	PIB global	Secteur minier / extraction	Secteur hors mines
2015	6.9	-	-
2016	2.4	-	-
2017	3.7	-	-
2018	5.8	-	-
2019	4.4	-	-
2020	1.7	9.7	-1.3
2021	6.2	10.1	3.2
2022	8.9	20.8	4.7
2023	8.6	18.2	3.5
2024	6.1	12.3	4.0
2025	5.8	8.7	4.8
2026	5.7	8.0	4.9

Source : Banque Centrale du Congo (BCC), notes de conjoncture hebdomadaires.

C.2. Climat des affaires

TABLE 13 - Évolution du solde d’opinion des chefs d’entreprise par branche (en %)

Période	Solde global	Industrie	Électricité	Extractive	Construction	Services
juin. 2025	36	25	26,7	38,9	40,3	23,7
Juil. 2025	37	25,7	28,7	39,2	43,5	25,6
août. 2025	37,6	26	28,1	39,5	43.6	26.8
Sept. 2025	38,5	25,7	26,8	40.6	45.1	26.9
Oct. 2025	39.5	24.9	25.6	41.9	46.9	27.8
Nov. 2025	39.8	25.8	24.7	42.3	44.7	29.8
Déc. 2025	40.4	28.4	23.2	43.1	43.5	30.1
Janv. 2026	41.1	28.5	24.9	44.1	43.7	29.8
Fév. 2026	41.7	26.8	27.7	45.0	45.9	28.9
Mar. 2026	41.9	27.0	26.6	45.2	46.8	28.8
Avr. 2026	42.4	27.8	23.9	45.6	47.1	29.3
mai. 2026	43.1	28.0	23.7	46.2	49.8	30.0
juin. 2026	43.4	28.2	26.2	46.6	53.7	32.1

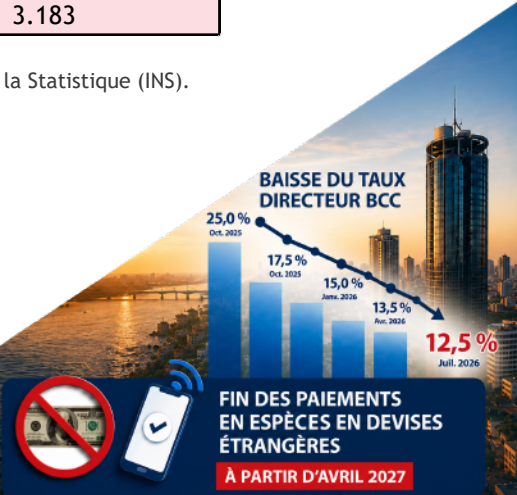
Source : Banque Centrale du Congo (BCC).

C.3. Inflation

TABLE 14 - Évolution récente de l’inflation en RDC

Période	Inflation mensuelle (%)	Inflation en glissement annuel (%)
juil-25	0.655	7.829
août-25	0.596	7.768
sept-25	0.486	7.792
oct-25	-4.348	2.519
nov-25	0.087	2.190
déc-25	0.740	2.265
janv-26	1.012	2.287
févr-26	0.587	2.137
mars-26	0.709	2.237
avr-26	0.980	2.529
mai-26	0.668	2.683
juin-26	0.779	2.869
juil-26	0.962	3.183

Source : Banque Centrale du Congo (BCC), données de l’Institut National de la Statistique (INS).



C.4. Taux de change

TABLE 15 - Évolution mensuelle du taux de change en RDC

Période	Cours indicatif (CDF/USD)	Marché parallèle à Kinshasa (CDF/USD)	Écart (CDF)
juin-25	2871.69	2873.44	1.75
juil-25	2882.42	2885.32	2.90
août-25	2858.92	2866.06	7.14
sept-25	2605.52	2659.28	53.76
oct-25	2247.87	2277.26	29.39
nov-25	2207.55	2279.69	72.14
déc-25	2223.08	2300.63	77.55
janv-26	2186.52	2310.63	124.11
févr-26	2205.17	2294.07	88.90
mars-26	2284.36	2303.75	19.39
avr-26	2306.91	2343.44	36.53
mai-26	2242.85	2301.39	58.54
juin-26	2259.40	2325.28	65.88
juil-26	2252,43	2318,06	65,63

Source : Banque Centrale du Congo (BCC), condensés statistiques et notes de conjoncture.

Annexe D. Secteur monétaire et bancaire

Cette annexe présente les principales évolutions du secteur monétaire et bancaire en République démocratique du Congo, notamment la structure des dépôts, la dynamique du crédit et les instruments de politique monétaire.

D.1. Structure des dépôts bancaires

TABLE 16 - Évolution des dépôts bancaires en monnaie nationale (MN) et en monnaie étrangère (ME) en 2026 (en millions de USD, sauf indication contraire)

Période	Total des dépôts	Dépôts en MN	Dépôts en ME	Part MN (%)	Part ME (%)
déc-24	14 733.76	1 272.80	13 460.95	8.64	91.36
janv-25	14 695.41	1 327.17	13 368.24	9.03	90.97
févr-25	13 686.28	1 250.76	12 435.51	9.14	90.86
mars-25	13 651.86	1 365.43	12 286.43	10.00	90.00
avr-25	13 579.25	1 354.61	12 224.64	9.98	90.02
mai-25	13 705.65	1 422.46	12 283.18	10.38	89.62
juin-25	14 376.93	1 403.12	12 973.81	9.76	90.24
juil-25	14 401.68	1 435.58	12 966.10	9.97	90.03
août-25	14 541.86	1 450.06	13 091.80	9.97	90.03
sept-25	15 182.53	1 628.02	13 554.51	10.72	89.28
oct-25	15 554.48	1 992.06	13 562.42	12.81	87.19
nov-25	15 709.70	1 952.01	13 757.68	12.43	87.57
déc-25	16 241.06	2 081.56	14 159.51	12.82	87.18
janv-26	16 923.54	2 097.58	14 825.95	12.39	87.61
févr-26	16 647.54	2 040.34	14 607.58	12.26	87.75
mars-26	17 527.84	2 389.80	15 138.04	13.63	86.37
avr-26	17 440.32	2 073.24	15 367.08	11.89	88.11
mai-26	18 688.78	2 266.75	16 422.03	12.13	87.87
juin-26	20397,35	2387,02	18010,32	11,7	88,3

Source : Banque Centrale du Congo (BCC), notes de conjoncture hebdomadaires.

D.2. Dynamique du crédit bancaire

TABLE 17 - Évolution des crédits bancaires en RDC (en millions de USD, sauf indication contraire)

Période	Encours	Var. mensuelle (%)	Crédits MN	Crédits ME	Var. MN (%)	Var. ME (%)
mai-25	8 865.6	+1.9	-	-	-14.9	+2.6
juin-25	9 113.5	+2.79	-	-	+3.65	+2.8
juil-25	9 334.3	+2.42	-	-	-8.2	+10.16
août-25	9 708.7	+4.0	-	-	+3.7	+4.3
sept-25	10 223.2	+5.3	-	-	+8.9	+5.3
oct-25	10 094.8	-1.3	-	-	+24.1	-1.7
nov-25	10 015.1	-0.8	-	-	-3.2	-0.8
déc-25	10 266.3	+2.5	-	-	-1.7	+2.5
janv-26	10 295.8	+0.29	321.85	9 973.96	-	-
févr-26	9 860.4	-4.23	287.98	9 572.40	-10.5	-4.0
mars-26	9 984.3	+1.26	278.03	9 706.22	-3.5	+1.4
avr-26	10 128.5	+1.45	314.45	9 814.09	+13.1	+1.1
mai-26	10 444.8	+3.1	327.83	10 116.99	+17.9	+4.2
juin-26	10 862.9	+4	316	10 546.91	-3.6	2.9

Source : Banque Centrale du Congo (BCC), notes de conjoncture hebdomadaires.

D.3. Indicateurs monétaires clés

TABLE 18 - Indicateurs monétaires clés (septembre 2025 - juillet 2026)

Période	Réserves obligatoires	Position nette
	(Mds CDF)	(Mds CDF)
sept-25	2 632,00	884,80
oct-25	2 819,50	866,20
nov-25	2 531,20	1 086,60
déc-25	1 978,60	1 409,10
janv-26	2 003,40	1 531,10
févr-26	1 982,70	1 262,70
mars-26	1 968,00	2 176,70
avr-26	2 060,60	1 489,00
mai-26	2 106,30	1 389,70
juin-26	2 081,10	2 367,20
juil-26	2 108,30	1 624,60

Source : Banque Centrale du Congo (BCC), notes de conjoncture hebdomadaires.



D.4. Interventions de la BCC et conditions monétaires

TABLE 19 - Interventions de la BCC et conditions monétaires (déc. 2025 - juillet 2026)

Période	Encours Bons BCC	Taux directeur	Taux PM
	(Mds CDF)	(%)	(%)
déc-25	1 404,00	17,5	21,5
janv-26	1 538,00	15	19
févr-26	1 421,00	15	19
mars-26	1 762,00	15,00	19,00
avr-26	1 489,00	13,50	19,00
mai-26	1 991,25	13,50	17,50
juin-26	2 071,75	13,50	17,50
juil-26	1 963,75	12,50	16,50

Source : Banque Centrale du Congo (BCC), notes de conjoncture hebdomadaires.

D.5. Écosystème des paiements et préparation à la transition d'avril 2027

Cette annexe complète le Focus BDO consacré à la fin annoncée des paiements en espèces en devises étrangères à compter d'avril 2027. Elle présente quelques éléments permettant d'apprécier la capacité actuelle de l'écosystème financier et numérique congolais à accompagner une migration progressive vers les paiements scripturaux et électroniques.

D.5.1. Développement du mobile money

TABLE 20 - Évolution des abonnements et du taux de pénétration du mobile money en RDC (2019-2025)

Année	Abonnements mobile money	Taux de pénétration (%)
2019	7 067 646	8
2020	9 176 652	10,4
2021	9 478 080	10,7
2022	13 825 882	14,5
2023	22 184 364	23,3
2024	29 029 358	30,5
2025	34 338 873	30,6

Source : ARPTC, Observatoire du marché des télécommunications (2019-2025) ;
BDO DRC Economic Insights, Télécom- munications en RDC, mai 2026.

La progression rapide du nombre d'abonnements illustre l'existence d'une infrastructure numérique déjà largement diffusée. Elle constitue un point d'appui important pour la migration d'une partie des transactions actuellement réalisées en espèces vers les instruments numériques.

Toutefois, le nombre d'abonnements ne mesure pas directement le nombre d'utilisateurs uniques ni l'intensité d'utilisation des comptes. L'enjeu de la réforme portera donc également sur l'utilisation effective des services pour les paiements marchands, les paiements interentreprises et les règlements récurrents.

D.5.2. Principales catégories d’acteurs de paiement

TABLE 21 - Cartographie indicative de l’écosystème des paiements numériques en RDC

Catégorie	Rôle dans l'écosystème	Exemples d'acteurs / solutions
Opérateurs mobile money	Portefeuilles électroniques, transferts, paiements et réseau d'agents.	M-Pesa, Airtel Money, Orange Money, Afrimoney.
Agrégateurs Mobile Money / e-commerce	Interface unique permettant de connecter commerçants ou institutions à plusieurs moyens de paiement.	AvadaPay / UNIPESA, CinetPay, PawaPay, MaishaPay, MaxiCash, ProxyPay, Prymo, autres acteurs.
Interopérabilité et switches	Interconnexion entre réseaux et routage des paiements entre différents systèmes.	MultiPay, MFS Africa, Visa Pay et autres solutions de switch ou d'interconnexion présentes sur le marché.
Solutions adossées aux banques	Paiements numériques, cartes, virements, intégration banque-mobile et services marchands.	Solutions proposées par les principales banques opérant en RDC.
Fintechs et plateformes spécialisées	Paiements marchands, transferts, API, services de paiement aux entreprises et solutions numériques spécialisées.	Plusieurs fintechs et prestataires agréés ou actifs sur le marché congolais.

Source : Banque Centrale du Congo (BCC), cartographie des systèmes de paiement en RDC ; compilation BDO DRC.

D.5.3. Principaux enjeux de préparation

TABLE 22 - Grille de préparation à la transition vers les paiements sans cash en devises

Dimension	Question clé	Indicateurs à suivre
Accessibilité	Les ménages et entreprises disposent-ils d'une alternative au cash facilement accessible ?	Couverture bancaire, agents mobile money, comptes actifs, couverture réseau.
Interopérabilité	Les paiements peuvent-ils circuler facilement entre banques, mobile money et fintechs ?	Nombre d'interconnexions, transferts inter-réseaux, temps de règlement.
Coût	Le paiement électronique reste-t-il économiquement attractif pour les petits montants ?	Frais de transfert, retrait, paiement marchand, conversion et agrégation.
Liquidité	Les utilisateurs peuvent-ils facilement convertir monnaie électronique et dépôts en liquidité lorsque nécessaire ?	Disponibilité des agents, liquidité des points de service, délais de retrait.
Fiabilité	Les infrastructures peuvent-elles absorber une hausse importante des volumes ?	Disponibilité des plateformes, incidents, temps de traitement, continuité des services.
Inclusion	La transition ne laisse-t-elle pas de côté les populations peu bancarisées ou rurales ?	Usage rural/urbain, genre, niveau de revenu, utilisateurs actifs.
Protection des utilisateurs	Les consommateurs disposent-ils de mécanismes efficaces de recours et de sécurité ?	Fraude, plaintes, délais de résolution, cybersécurité, protection des données.
Conformité	Les acteurs et utilisateurs disposent-ils d'un cadre clair ?	Textes BCC, KYC, plafonds, agréments, obligations de reporting.

Source : analyse BDO DRC à partir des informations de la Banque Centrale du Congo, de l’ARPTC et des données disponibles sur l’écosystème des paiements.



Annexe E. Finances publiques

Cette annexe présente une vue détaillée de l'exécution du Plan de trésorerie de l'État au cours des premiers mois des exercices 2025 et 2026, mettant en évidence l'évolution des recettes, des dépenses et du solde de trésorerie.

E.1. Exécution détaillée du Plan de trésorerie

TABLE 23 - Exécution du Plan de trésorerie de l'État à fin juillet 2025 et 2026 (en milliards de CDF)

Rubriques	Réalizations 2025		Au 24 juillet 2026			Cumul au 24 juillet 2026			Variation 2026/2025	
	Mois de juillet	Cumul juillet	Program.	Réalisé	Exéc. (%)	Program.	Réalisé	Exéc. (%)	Juillet	Cumul juillet
Douanes et accises (DGDA)	622,9	3725,8	653,5	625,6	95,7	4061	4394,6	108,2	0,4	17,9
Impôts directs et indirects (DGI)	2123,6	9667,3	2480,4	1730,9	69,8	10903	9892,2	90,7	-18,5	2,3
Recettes non fiscales (DGRAD)	455,9	2809,5	572,1	373,5	65,3	2888,4	3058,2	105,9	-18,1	8,9
Pétroliers producteurs	0	0	19,2	0	0	305,4	174,2	57	-	-
Dons et autres recettes	35	409,9	0	1,4	-	48,9	158,1	323,7	-95,9	-61,4
Total revenus et dons	3237,5	16647,6	3725,2	2731,4	73,3	18206,8	17677,4	97,1	-15,6	6,2
Dépenses courantes	2188,9	11611,5	2731,7	980,8	44,8	16228,6	12741,9	78,5	-55,2	9,7
Salaires	1143,6	6602,7	1472,4	228,9	15,5	9748,7	7212,8	74	-80	9,2
Intérêt sur la dette	17,3	424	45,8	32,7	71,3	562,3	400,1	71,2	-	-5,6
dont dette extérieure	2,2	110,7	6,6	0,2	2,4	204,7	117,9	57,6	-92,9	6,5
Frais de fonct. Inst. et Min.	438,7	2377,6	455,7	338,7	74,3	2574,3	2804,8	109	-22,8	18
Institutions politiques	172,5	979,5	220	209	95	1163,2	1360,2	116,9	21,1	38,9
Ministères	266,2	1398,1	235,7	129,7	55	1411,1	1444,5	102,4	-51,3	3,3
Dépenses en capital	478,3	1606,1	352,5	358,2	101,6	2485,4	1870,9	75,3	-25,1	16,5
Amortissement de la dette	16,3	275,9	32,3	3,9	12,2	411,2	441,9	0	-75,9	60,1
Autres dépenses	936,5	5688,9	430	619,7	144,1	3910,7	4002,3	102,3	33,8	-29,6
dont élections	-	40,8	-	-	-	-	-	-	-	-
Total dépenses (+ amort. dette)	3620,1	19182,5	3546,4	1962,8	55,3	23035,8	19057	82,7	-45,8	-0,7
Solde de trésorerie	-382,6	-2534,9	178,8	768,6	430	-4829,1	-1379,7	28,6	300,9	-45,6

Source : Banque Centrale du Congo (BCC), sur base du Plan de trésorerie du secteur public produit par le Ministère des Finances (DGTCP/DTMF).

Annexe F. Structure de l'inflation

Cette annexe présente la décomposition des contributions à l'inflation hebdomadaire observée en juillet 2026, permettant d'identifier les principales sources de pression inflationniste.

F.1. Contributions à l'inflation

TABLE 24 - Contributions moyennes à l'inflation hebdomadaire en juillet 2026

Fonction de consommation	Contribution moyenne (%)
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	65,9
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	6,9
Meubles, articles de ménage et entretien courant de la maison	3,8
Santé	2,6
Transports	5,4
Loisirs et culture	3
Restaurants et hôtels	3,8
Biens et services divers	1,9
Autres fonctions de consommation	6,7
Indice global	100

Source : Banque Centrale du Congo (BCC), notes de conjoncture hebdomadaires.

Annexe G. Notes méthodologiques

Les données mobilisées dans cette note proviennent de plusieurs sources institutionnelles, notamment la Banque Centrale du Congo (BCC), l'Institut National de la Statistique (INS), le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale.

Les notes de conjoncture hebdomadaires de la BCC constituent l'une des principales sources pour le suivi à haute fréquence des indicateurs macroéconomiques.

La présente note vise à offrir une lecture synthétique et analytique de la conjoncture économique récente en République démocratique du Congo. Elle ne se substitue pas aux publications statistiques détaillées produites par les institutions nationales et internationales, mais cherche à en proposer une interprétation structurée et orientée décision, utile pour les entreprises, investisseurs et partenaires économiques opérant dans le pays.



À propos des auteurs



Blaise MBATSHI est Country Senior Partner & Managing Director de BDO DRC. Expert-comptable inscrit au tableau de l'Ordre National des Experts-Comptables (ONEC) et agréé par la Banque Centrale du Congo (BCC) auprès des sociétés financières, il cumule plus de 20 ans d'expérience en audit et en management consulting, avec des responsabilités de direction dans les domaines du conseil, de l'énergie et du secteur public. Ses domaines d'expertise couvrent notamment la gestion des risques, l'audit, le contrôle interne, la fiscalité et l'analyse économique. Il accompagne de nombreuses institutions et organisations dans le renforcement de leurs pratiques financières et de leurs cadres de gouvernance.



Yves AWA MUGUMA est Advisory Supervisor chez BDO DRC. Économiste du développement et ingénieur statisticien, il est titulaire d'un Master en Économie du développement, parcours Finances publiques, de l'École d'Économie CERDI (Université Clermont Auvergne, France). Ses travaux portent principalement sur les politiques macroéconomiques, les finances publiques et l'économie des ressources naturelles en Afrique. Il a collaboré avec plusieurs institutions de recherche et organisations internationales sur des questions liées à la gouvernance économique, aux régimes fiscaux des industries extractives et à la mobilisation des ressources domestiques.



Grace MUYA LUNDA est Advisory Associate chez BDO DRC. Économiste quantitatif spécialisé dans l'analyse économique, statistique et économétrique. Titulaire d'une licence en Économie Mathématique à l'UPC (l'Université Protestante du Congo), il possède une solide expérience dans le traitement et l'interprétation des données macroéconomiques et sectorielles. Il intervient dans la collecte, le nettoyage et l'analyse de données économiques et financières ainsi que dans la production d'outils d'aide à la décision. Son expertise couvre la recherche économique, la modélisation, la visualisation de données et la veille statistique.

À Propos de BDO

« BDO », « nous », « notre » et « nos » désignent une ou plusieurs entités parmi BDO International Limited, son réseau de cabinets membres indépendants (« le réseau BDO ») ainsi que leurs entités liées.

Le réseau BDO est un réseau international de cabinets indépendants d'expertise comptable, de fiscalité et de conseil, membres de BDO International Limited, qui fournissent des services professionnels sous le nom et la marque BDO (ci-après : « cabinets membres BDO »). BDO International Limited est une société britannique à responsabilité limitée par garantie. Elle constitue l'entité de gouvernance du réseau BDO.

La prestation de services au sein du réseau BDO est coordonnée par Brussels Worldwide Services BV, une société à responsabilité limitée constituée en Belgique. Chacune des entités suivantes — BDO International Limited, Brussels Worldwide Services BV et les cabinets membres BDO — est une entité juridique distincte et ne peut être tenue responsable des actes ou omissions des autres entités. Rien dans les accords ou règles du réseau BDO ne constitue ni n'implique une relation d'agence ou de partenariat entre BDO International Limited, Brussels Worldwide Services BV et/ou les cabinets membres BDO. Ni BDO International Limited ni aucune autre entité centrale du réseau BDO ne fournit de services aux clients.

BDO est la marque utilisée pour désigner le réseau BDO ainsi que chacun des cabinets membres BDO.